

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR  
CLÉMENCE BÉLANGER

« ORIGINE ET ÉVOLUTION D'UNE CAISSE POPULAIRE EN MILIEU URBAIN:  
LE CAS DE LA CAISSE POPULAIRE SAINTE-MARGUERITE DE TROIS-RIVIÈRES ( 1938-1980 ) »

Janvier 1997

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

## RÉSUMÉ

Jusqu'à tout récemment, les études portant sur le Mouvement Desjardins étaient surtout consacrées à des monographies réalisées dans le cadre d'anniversaire de fondation de caisses populaires ou des biographies du fondateur Alphonse Desjardins ou de ses principaux collaborateurs. S'inscrivant dans une perspective sociohistorique, l'étude de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières permet d'observer des transformations au sein d'une coopérative d'épargne et de crédit en milieu urbain, au cours d'une quarantaine d'années ( de sa fondation en 1938 à la charnière des années 1980 ).

Trois axes d'analyse ont été privilégiés dans le cadre de cette recherche. Nous avons d'abord examiné l'évolution de l'aire territoriale d'activités de la caisse, à savoir la paroisse, et le profil social de ses dirigeants. Nous avons ensuite procédé à une étude de la dynamique interne de la caisse en insistant sur les rapports entre les acteurs coopératifs (sociétaires, élus, cadres et employés), et entre la rationalité associative et la rationalité entrepreneuriale de la coopérative. Enfin, nous avons analysé certains aspects des pratiques financières de la caisse, notamment les pratiques de crédit et la répartition des revenus et dépenses. La caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières a connu des changements majeurs pour chacune des dimensions d'analyse retenues. Le point d'inflexion se situe au tournant des années 1960. Aussi avons-nous distingué deux périodes dans l'évolution de la caisse : avant 1960 et après 1960.

## REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je désire remercier mon directeur monsieur Roger Levasseur, dont la supervision et les nombreux conseils m'ont aidée à mener à terme ce mémoire. Je tiens également à exprimer ma reconnaissance à monsieur Yvan Rousseau qui n'a pas ménagé son temps et ses connaissances pour m'orienter et m'aider dans la compréhension des données chiffrées essentielles à l'élaboration de ma recherche. Enfin, merci à madame Martine Tremblay qui a accepté de lire et de relire, maintes fois, mon texte afin d'en rehausser le contenu.

Je tiens aussi à remercier les membres du Conseil d'administration de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières qui m'ont permis de consulter les archives de la caisse. De plus, je ne peux passer sous silence, le directeur de la caisse monsieur Guy Vanasse ainsi que son personnel, qui ont toujours démontré une grande disponibilité à mon égard lors de mes visites, pour faciliter mes recherches.

Finalement, je dois remercier mon conjoint Pierre Bernard qui à plusieurs occasions a su raviver les motivations me permettant d'aller jusqu'au bout. Son soutien dans le cadre familial et sa compréhension face à mes absences, souvent prolongées, ont été essentiels dans la réalisation de mon mémoire de maîtrise.

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>ii</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>iii</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES .....</b>	<b>iv</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>vii</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES .....</b>	<b>viii</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>Problématique et hypothèses de recherche .....</b>	<b>3</b>
<b>Méthodologie de recherche.....</b>	<b>7</b>
<b>CHAPITRE I - DU PROJET D'ALPHONSE DESJARDINS À SON ENRACINEMENT .....</b>	<b>13</b>
<b>Quelques repères du projet d'Alphonse Desjardins .....</b>	<b>14</b>
Les caractéristiques de la caisse locale.....	15
De la caisse au projet de Fédération .....	18
La diffusion du projet.....	19
<b>Propagation et l'enracinement des caisses populaires .....</b>	<b>21</b>
<b>Des Unions à la Fédération provinciale.....</b>	<b>23</b>
<b>L'implantation des caisses populaires dans la région de la Mauricie et des Bois-Francis.....</b>	<b>24</b>

<b>CHAPITRE II - L'IMPLANTATION ET L'ÉVOLUTION DE LA CAISSE POPULAIRE SAINTE-MARGUERITE DE TROIS-RIVIERES, 1938-1960 .....</b>	<b>28</b>
<b>Le territoire et le peuplement de la paroisse.....</b>	<b>28</b>
<b>Le Syndicat coopératif d'habitation Sainte-Marguerite.....</b>	<b>33</b>
<b>La caisse populaire Sainte-Marguerite de Cortonne .....</b>	<b>34</b>
Le sociétariat.....	35
Les bases sociales de la direction .....	36
L'administration de la caisse .....	39
La gérance.....	39
Le personnel cadre et les employés .....	40
Les stratégies financières et administratives .....	42
L'actif de la caisse .....	44
Le crédit.....	46
Les revenus et dépenses de la caisse.....	48
<b>Conclusion de cette première période .....</b>	<b>52</b>
 <b>CHAPITRE III - DE L'ASSOCIATION À L'ENTREPRISE COOPÉRATIVE: 1960-1980 .....</b>	<b>56</b>
<b>L'éclatement du cadre paroissial .....</b>	<b>56</b>
<b>Les rapports au milieu: les nouvelles bases sociales de la caisse.....</b>	<b>58</b>
Le sociétariat.....	58
Les dirigeants.....	60
Le déplacement du pouvoir .....	65
La gérance.....	66
Les relations de travail au sein de la caisse .....	68
<b>Les politiques financières de la caisse.....</b>	<b>73</b>
L'actif, l'encaisse et les placements de la caisse.....	74
Le crédit à la consommation et le prêt hypothécaire .....	77
Les revenus et dépenses.....	81
<b>Conclusion de cette deuxième période .....</b>	<b>86</b>

<b>CONCLUSION</b> .....	89
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	95
<b>ANNEXES</b> .....	101
I    Profil Professionnel des dirigeants de la caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières .....	101
II   Durée des mandats des dirigeants de la caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1938-1959 .....	103
III  Durée des mandats des dirigeants de la caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1959-1980 .....	104
IV   Durée de mandats des dirigeants de la caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1938-1980 .....	105
V    Mandats des dirigeants aux trois comités de représentation de la caisse 1938-1959 .....	106
VI   Mandats des dirigeants aux trois comités de représentation de la caisse 1960-1980 .....	106
VII  Répartition des revenus et dépenses de la caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1940-1960 .....	107
VIII Répartition des revenus et dépenses de la caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1960-1980 .....	108

## LISTE DES TABLEAUX

	Page
I Paroisse Sainte-Marguerite-de-Cortone.....	30
II Sociétaires Caisse populaire Sainte-Marguerite-de-Cortone 1938-1960.....	35
III Mandats des dirigeants aux comités de représentation 1938-1959 .....	37
IV Gérants de la Caisse populaire Sainte-Marguerite 1938-1980 .....	40
V Actif de la Caisse populaire Sainte-Marguerite aux cinq ans 1940-1960.....	44
VI Prêts de la Caisse populaire Sainte-Marguerite aux cinq ans 1940-1960.....	47
VII Revenus et dépenses 1940-1959 .....	49
VIII Répartition en % des bénéfices nets 1940-1959 .....	49
IX Mandats des dirigeants aux comités de représentation 1960-1980 .....	60
X Personnel cadre et employés de la caisse aux cinq ans 1940-1980 .....	68
XI Actif de la Caisse populaire Sainte-Marguerite aux cinq ans 1960-1980.....	75
XII Nombre de sociétaires et d'emprunteurs 1960-1980 .....	78
XIII Prêts accordés entre 1960 et 1980.....	79
XIV Prêts sur reconnaissances de dettes 1960-1980 .....	80
XV Revenus et dépenses 1960-1980 .....	82
XVI Répartition en % des bénéfices nets 1960-1980.....	84



## LISTE DE GRAPHIQUES

	Page
I Actif de la caisse en dollars constants ( 1940 = 100 ) .....	44
II Actif de la caisse en dollars constants ( 1963 = 100 ) .....	75

## INTRODUCTION

Les études portant sur les caisses populaires Desjardins et leurs affiliations sont rares. À vrai dire, jusqu'à récemment, les recherches ont surtout porté sur la vie d'Alphonse Desjardins et sur ses multiples démarches pour faire reconnaître son projet. Plusieurs publications ont déjà été réalisées. Pensons, entre autres, aux recherches de l'historien Yves Roby qui publie en 1964 un premier livre<sup>1</sup> sur l'oeuvre et la vie du fondateur. Quelques années plus tard, en 1975, il réédite le volume avec quelques légères modifications. Dans les années 1970 et 1980, d'autres études sont publiées. Elles sont pour la majorité éditées par la Fédération des caisses populaires de Lévis et les auteurs proviennent du personnel de la Fédération. Les principaux sujets traités sont surtout d'ordre biographique : sur Alphonse Desjardins<sup>2</sup>, sur les propagandistes qui ont succédé au fondateur ou encore sur les premiers dirigeants de la caisse populaire de Lévis. D'autres études traitant des aspects économiques et coopératifs des caisses populaires sont rédigées par des finissants de l'École des Hautes Études commerciales.

La célébration du 90<sup>e</sup> anniversaire du Mouvement Desjardins, en 1990, semble avoir été un stimulant positif dans le développement de nouvelles études sur le mouvement coopératif. Des recherches plus approfondies sur les relations que le fondateur entretenait avec diverses associations et regroupements donnent une vision nouvelle sur ses alliances

---

<sup>1</sup> Yves Roby, *Alphonse Desjardins et les caisses populaires 1854-1920*, Montréal, Fides, 1964, 149 p.

<sup>2</sup> Le contenu de ces ouvrages est en grande partie issu des recherches déjà réalisées par Yves Roby ; même chronologie, dans la plupart des cas les mêmes citations, les mêmes anecdotes.

et ses appuis. On pense ici à l'étude<sup>3</sup> portant sur l'histoire du Mouvement Desjardins réalisée par Pierre Poulin, dont le premier tome est publié en 1990<sup>4</sup>. On y retrouve les débuts du mouvement, la pensée du fondateur et ses espoirs, les embûches qu'il a dû surmonter avant d'établir les assises de la coopération et le profil social des divers intervenants impliqués dans l'implantation des premières caisses populaires. Durant cette même année, une autre publication voit le jour, réalisée par Ronald Rudin, historien de l'Université Concordia. Celui-ci nous amène hors du sentier officiel de l'histoire du Mouvement Desjardins. Il fait une analyse comparative à partir d'un échantillonnage de cinq caisses populaires rurales et urbaine, en mettant l'accent plus spécifiquement sur les premiers dirigeants<sup>5</sup>. L'auteur y trace un portrait de l'influence de certains groupes sociaux au sein des structures de représentation des caisses populaires. Rudin s'inscrit dans une nouvelle approche en établissant et en démontrant la prédominance de ces groupes sociaux au sein du Mouvement Desjardins.

Une nouvelle recherche, qui s'inscrit dans une perspective de sociologie historique, voit le jour en 1988 au Centre d'études québécoises, à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Parmi tous les travaux publiés, cette étude va plus loin chronologiquement et pousse plus en profondeur l'analyse sur les intervenants au sein du Mouvement Desjardins. En reconstituant les fondations des caisses populaires sur tout le territoire de la Mauricie et

<sup>3</sup> Pierre Poulin, *Histoire du mouvement Desjardins 1900-1920*, Montréal, Québec/Amérique, La Société historique Alphonse Desjardins, (Coll. Desjardins), Tome I, 1990, 373 p.

<sup>4</sup> Deuxième tome publié en 1994 et portant sur l' *Histoire du Mouvement Desjardins de 1920-1944*, 449 p.

<sup>5</sup> Ronald Rudin, *Quebec's Caisses populaires 1900-1945 In Whose Interest ?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990, 181 p.

des Bois-Francs, le groupe de recherche fait ressortir les tensions, les jeux d'alliances et de pouvoirs qui se sont établis entre les intervenants au sein des caisses populaires du Centre du Québec et entre les différents paliers du Mouvement Desjardins. Cette recherche aboutit en 1995 à la publication d'un livre<sup>6</sup> consacré aux transformations du Mouvement Desjardins examinées, à travers l'expérience des caisses populaires localisées dans la région du Centre du Québec, de leur fédération régionale et de leur articulation à la Fédération provinciale.

Par le biais de cette analyse, Yvan Rousseau et Roger Levasseur rendent compte de la dynamique d'ensemble du Mouvement Desjardins. L'ouvrage se divise en quatre parties. On retrouve dans la première partie l'étude des bases sociales du réseau des caisses populaires : le projet d'Alphonse Desjardins, le soutien des élites locales, la propagation des coopératives d'épargne et de crédit et l'enracinement des caisses sur le territoire mauricien. Dans la deuxième partie les auteurs abordent le pouvoir « polycentrique », c'est-à-dire l'émergence et l'affirmation des entités fédérales du Mouvement. L'évolution du fonctionnement et de l'organisation des caisses, de la gestion familiale à la professionnalisation de la gérance et du personnel, est le sujet de la troisième partie de l'étude. Enfin, la dernière section du livre est consacrée aux pratiques financières autant dans le discours que dans les usages.

---

<sup>6</sup> Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier*, Québec, Boréal, 1995, 388p.

## Problématique et hypothèses de recherche

Notre mémoire s'inscrit dans le cadre des travaux du groupe de recherche sur le Mouvement Desjardins<sup>7</sup> sous la direction du sociologue Roger Levasseur. L'analyse que nous avons faite s'échelonne sur une période d'une quarantaine d'années et porte spécifiquement sur les principaux acteurs coopératifs au sein d'une caisse populaire. Les recherches que nous avons réalisées dans le cadre de cette étude apportent un éclairage sur l'évolution de la structure du pouvoir et les conditions réelles de son exercice au sein d'une caisse populaire et ce, de sa fondation à la charnière des années 1980. La Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières a été retenue comme objet d'étude. Nous avons observé son évolution de son implantation en 1938 jusqu'en 1980, le tout dans une perspective sociohistorique.

Notre principal objectif est de comprendre la dynamique des acteurs coopératifs. Selon la formule d'Henri Desroches, dans son ouvrage portant sur le projet coopératif<sup>8</sup>, ces acteurs expriment une « démocratie quadripartite ». Les auteurs Y. Rousseau et R. Levasseur définissent bien dans l'introduction de leur étude<sup>9</sup> la formule de Desroches :

Les rapports qu'entretiennent l'association et l'entreprise s'établissent selon des règles coopératives précises, dont les quatre principales sont : l'égalité des membres ( un membre-un vote ), le contrôle démocratique, le partage proportionnel des bénéfices et la propriété collective. Tout en contribuant à définir la spécificité du mouvement coopératif, ces règles constituent, de notre point de vue, un cadre formel qui permet d'appréhender le jeu des acteurs au sein de ces organisations : les sociétaires, les élus, les cadres et les employés. Ces acteurs expriment, selon la formule d'Henri Desroches, une « démocratie quadripartite », dont deux pôles, les sociétaires et les administrateurs élus, rendent compte

---

<sup>7</sup> Équipe de recherche sur le Mouvement Desjardins dirigée par Roger Levasseur, Centre d'études québécoises de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

<sup>8</sup> Henri Desroches, *Le projet coopératif*, Paris, Ouvrières, 1976, 461 p.

<sup>9</sup> Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier*, Québec, Boréal, 1995, 388p.

de la vie associative de la coopérative alors que les deux autres, les cadres et les employés, de ses assises entrepreneuriales<sup>10</sup>.

Trois axes d'analyse forment le cadre de notre recherche. Premièrement, définir la dynamique des acteurs : sociétaires - élus - cadres ( surtout le gérant ) - employés. Deuxièmement, cerner les assises de la caisse sur le plan territorial, sur le plan de ses bases sociales et de sa structure opérationnelle. Troisièmement, analyser les pratiques financières de celle-ci. C'est sur une base chronologique que nous avons divisé notre étude. Deux périodes ont été déterminées à partir de critères qui, selon nous, correspondent à des transformations majeures dans le développement de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières. Au cours de la première période, qui va de 1938 à 1959, tout est à faire: établir les bases de la coopérative, définir le rôle de chacun dans l'organisation, intéresser et initier les paroissiens à l'épargne et au crédit. Les années 1960 à 1980 correspondent à une ère de changement. La fondation de la ville de Trois-Rivières-Ouest en 1963 et l'érection canonique de la paroisse Jean XXIII obligent la caisse à redéfinir ses limites territoriales. Cette expansion amène de nouveaux groupes sociaux au sein de ses instances de décision. Le sociétariat se diversifie et, de fait, la caisse doit faire face à de nouvelles réalités économiques et sociales.

Nous pensons que la professionnalisation de la gérance, qui coïncide avec l'expansion des activités de la caisse, constitue un point tournant dans l'évolution de la caisse vers la fin des années cinquante. Cette professionnalisation n'est pas particulière à la Caisse

---

<sup>10</sup> Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier*, Québec, Boréal, 1995, p. 16.

populaire Sainte-Marguerite: « Amorcée initialement dans les gros établissements urbains au lendemain de la guerre [...], la professionnalisation du statut des gérants gagne la majorité des établissements à compter des années 1960<sup>11</sup> ». Dès le début de cette décennie on assiste à une croissance des actifs et du personnel des caisses populaires. Cette croissance s'accompagne d'une complexification de l'organisation, d'une spécialisation des tâches et d'une hiérarchisation des fonctions. On peut se demander si l'augmentation du personnel et sa spécialisation amèneront les dirigeants à planifier l'offre de nouveaux services et de nouveaux produits, devançant les demandes des membres et exigeant l'implication d'un personnel toujours plus nombreux.

Nous avançons qu'à partir du moment où les cadres et les employés-es deviennent plus importants en nombre, le pouvoir de décision des élus et des sociétaires diminue. Inversement, la position du gérant au sein de l'organisation de la caisse se renforce. Le gérant et les employés-es cherchent à maintenir la croissance des activités selon la logique entrepreneuriale de la coopérative. Ainsi les membres sont éloignés du pouvoir et deviennent des clients-usagers de la caisse populaire.

L'émergence de nouvelles réalités économiques et sociales, l'accroissement du nombre de sociétaires et du volume d'affaires contribuent à la complexification de la structure organisationnelle de la caisse populaire. Les années 60 nous apparaissent marquer

---

<sup>11</sup> Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier*, Québec, Boréal, 1995, p. 185.

un point tournant dans l'histoire de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières. C'est la raison pour laquelle nous avons divisé l'analyse en deux parties : d'abord la période d'implantation de la caisse de 1938 à 1960, ensuite celle de son expansion de 1960 à 1980.

Pour chaque période, nous avons établi les relations existantes entre les caractéristiques du quartier, les bases sociales de la direction et les politiques financières de la caisse. Dans un premier temps, nous situons le cadre territorial des activités de la caisse. Par la suite, nous présentons le rôle, le profil socioprofessionnel des dirigeants élus et les attributs du gérant. Finalement, nous abordons les relations entre les acteurs coopératifs ( membres, élus, gérant et employés ) et les pratiques financières, notamment les politiques de prêt et la répartition des bénéfices.

### **Méthodologie de recherche**

Les archives de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières ont été utilisées comme source principale pour étayer le contenu de notre mémoire. Les procès-verbaux du conseil d'administration, de la commission de crédit, du conseil de surveillance, des assemblées générales et les rapports annuels ont été dépouillés systématiquement .

Des procès-verbaux du conseil d'administration nous avons surtout retenu les décisions relatives aux politiques financières et celles concernant les salaires et bénéfices



marginiaux du personnel de la caisse. Le dépouillement des procès-verbaux de la commission de crédit nous a été peu utile. À l'origine, nous avons misé sur ces documents pour bâtir une grille sur le profil des emprunteurs. Nous avons dû faire face dans un premier temps à l'absence de procès-verbaux<sup>12</sup> entre 1943 et 1947. Comme ces années correspondent au début des activités de la caisse, la carence de ces documents nous prive d'une bonne source de renseignements sur l'évolution des activités de la caisse durant les années 1940. Les informations contenues dans les procès-verbaux disponibles de 1938 à 1942 et en 1948 nous donnent le nom du demandeur, le montant et les raisons de son emprunt. À partir de 1949, le contenu est peu significatif, se limitant à l'aspect technique de la demande. Le nom du demandeur et la raison de sa demande d'emprunt ont disparu, il ne s'y retrouve que le montant demandé, l'acceptation ou le refus et la quittance de certains prêts. En 1960 les procès-verbaux sont encore plus laconiques : le document se résume à un formulaire sur lequel est inscrit le folio de livret de caisse du demandeur, le montant demandé, le type de prêt ( hypothécaire ou reconnaissance de dettes ), l'acceptation ou le refus.

L'insuffisance d'informations contenues dans les procès-verbaux de la commission de crédit nous a obligée à nous tourner vers une autre source. Nous avons largement utilisé les rapports annuels de la caisse populaire pour étayer notre étude de la période 1960-1980. À travers les discours des présidents des trois instances et en décomposant les données

---

<sup>12</sup> Ces années correspondent à la gérance d'une même personne. On peut supposer que le gérant a omis de remettre ces documents à son successeur lors du transfert des activités de la caisse dans un autre lieu.

chiffrées, nous avons pu dresser un portrait-type des prêts consentis et du pourcentage que celui-ci occupe dans l'actif de la caisse. Les rapports annuels nous ont aussi permis d'analyser les revenus que la caisse perçoit annuellement et la répartition qui en est faite. Évidemment, nous avons dû composer avec les restrictions que comporte cette source. Ainsi, il n'y a pas d'informations sur le profil social des sociétaires qui déposent et ceux qui empruntent à la caisse. Les procès-verbaux des assemblées générales sont une autre source que nous avons consultée. Le contenu est sensiblement le même que celui retrouvé dans les rapports annuels.

À la Fédération régionale des caisses populaires Desjardins du Centre du Québec nous avons pu consulter le dossier de fondation et les rapports d'inspection de la caisse de 1942 à 1959. Ces derniers ont partiellement pallié l'absence de rapports annuels avant 1960 et des procès-verbaux de la commission de crédit entre 1942 et 1947. À la lecture des rapports d'inspection, nous avons porté notre attention aux remarques et recommandations formulées annuellement aux dirigeants par l'inspecteur de la Fédération des caisses populaires Desjardins.

D'autres sources ont été consultées: les rôles d'évaluation municipale de la ville de Trois-Rivières, quelques monographies et cartes concernant le découpage territorial de la paroisse Sainte-Marguerite, ceci afin de bien définir l'espace occupé par les résidents du secteur Sainte-Marguerite et dans lequel s'implante et évolue la caisse. Les bottins

d'adresses de Trois-Rivières et les bottins téléphoniques ont été utiles pour situer les lieux de résidences et de travail de chaque dirigeant. Enfin, les répertoires de groupes et d'associations locaux et régionaux nous ont permis de retracer les diverses implications des dirigeants. De plus, nous nous sommes référée à deux fichiers réalisés dans le cadre de mémoires de maîtrise, afin de compléter nos données sur l'implication des élus de la caisse : le premier fichier regroupe les membres de la Chambre de commerce de Trois-Rivières, le second porte sur les membres de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie.

La création d'une fiche-type<sup>13</sup> s'est avérée nécessaire pour faciliter le regroupement des informations concernant chaque dirigeant de la Caisse populaire Sainte-Marguerite. Cette fiche est divisée en quatre parties : l'identification personnelle du dirigeant, les postes occupés au sein des instances de direction de la caisse, le profil socioprofessionnel et l'appartenance à des groupes ou associations.

L'utilisation d'une grille de classement socioprofessionnelle est un outil essentiel pour traiter les données recueillies sur les dirigeants. Afin d'analyser adéquatement l'implication de ce groupe au sein des comités de représentation de la caisse, nous avons établi une grille d'analyse qui tienne compte des particularités de notre mémoire. Nous avons pris comme point de départ la grille de classification<sup>14</sup> établie par Gérard Bouchard et Christian Pouyez,

---

<sup>13</sup> Nous nous sommes inspirée de la fiche-type conçue par Yvan Rousseau dans le cadre de son mémoire de maîtrise *Vie associative et rapports sociaux : le cas de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie, 1934-1975*, Trois-Rivières, mémoire de maîtrise, UQTR, 1987.

<sup>14</sup> Gérard Bouchard et Christian Pouyez, *Les catégories socio-professionnelles en histoire : une nouvelle grille de classement*. Programme de recherche sur la société québécoise. Document de travail n° 92, octobre 1983, 55 p.

professeurs à l'Université du Québec à Chicoutimi. Cependant, nous avons dû l'adapter à notre objet d'étude.

Gérard Bouchard et Christian Pouyez visent à établir une grille de classement des professions basée sur des règles et critères bien définis. Les auteurs définissent en effet clairement leur démarche en explicitant cinq règles et six critères, dont trois endogènes ( la nature manuelle/non manuelle de l'effort, le niveau de difficulté technique et le niveau de responsabilité de gestion ) et trois auxiliaires ( rayonnement de l'unité de gestion, le statut juridique privé/public et le secteur d'activité ) qui les ont menés à l'établissement d'un classement des intitulés professionnels en 25 catégories, dont 11 sont plus ou moins indéterminées.

Dans une première étape nous avons tenu compte de ces critères, tout en ajoutant un autre qui nous apparaissait fondamental : la relation à la propriété. Dans une seconde étape, nous avons procédé, en raison du nombre restreint d'individus, à un regroupement de catégories. Nous avons été amenée à distinguer quatre catégories en privilégiant certains critères : 1) les agents de la petite propriété, 2) les représentants des professions libérales, 3) les spécialistes et les agents d'encadrement, 4) les employés et les ouvriers<sup>15</sup>. La première catégorie regroupe les petits propriétaires de commerce et les professions autonomes dont le rayonnement est surtout local : commerçants, artisans, cultivateurs. La

---

<sup>15</sup> Voir annexe I.

deuxième catégorie renvoie aux professions libérales qui se caractérisent par l'autonomie, le caractère non manuel de la profession, le haut niveau de difficulté technique et de responsabilité : curé de la paroisse, comptable agréé, avocat. La troisième catégorie rassemble des professions qui se définissent par le salariat, le caractère non manuel des tâches, le haut niveau de difficulté technique; ce qui distingue les spécialistes ( professeurs, conseiller pédagogique ) des agents d'encadrement ( inspecteur, gérant du personnel, contremaître, surveillant ), c'est que ces derniers détiennent entre autre un niveau élevé ou intermédiaire de responsabilités. Enfin, la dernière catégorie regroupe tous les agents d'exécution, qu'ils soient cols blancs ou cols bleus : magasinier, concierge, greffier, commis, facteur, journalier.

Cette grille de classement socioprofessionnelle va nous permettre d'identifier et de caractériser les divers groupes sociaux qui investissent dans le temps les organes de décision de la Caisse populaire Sainte-Marguerite. Mais avant d'entrer dans l'analyse de l'évolution de la caisse, décrivons l'enracinement du mouvement depuis sa fondation jusqu'en 1945 au Québec et dans la région Mauricie-Bois-Francis.

## CHAPITRE I

### DU PROJET D'ALPHONSE DESJARDINS À SON ENRACINEMENT

Dès que l'on parle de Desjardins, on pense immédiatement aux caisses populaires établies à la grandeur du territoire québécois et même dans plusieurs milieux francophones à l'extérieur du Québec. Le Mouvement des caisses populaires Desjardins est considéré comme l'une des entreprises de première importance dans l'économie québécoise. Dans un article paru dans la revue *Force*, à l'automne 1990, on chiffre à 1 494 le nombre de caisses populaires en opération. L'actif du Mouvement atteint les 44,2 milliards de dollars et le nom de Desjardins circule dans plusieurs secteurs d'activités sur quatre continents<sup>1</sup>.

En effet, outre les caisses populaires, le Mouvement Desjardins a diversifié au fil des ans ses champs d'intervention. Aujourd'hui son nom se retrouve dans plusieurs secteurs économiques et sociaux: fiducie, assurances, valeurs mobilières, habitation, bourses d'études, subventions dans les domaines des services sociaux, de la culture et du loisir, etc. Le Mouvement Desjardins est une entreprise coopérative de grande envergure à la grandeur du territoire québécois. Mais les débuts ont été plutôt modestes.

---

<sup>1</sup> André Bolduc, « La solidarité en héritage. Desjardins », *Forces*, Montréal, Société d'édition de la revue *Forces*, n° 91, automne 1990, p. 2. Avec l'acquisition de la Banque Laurentienne et de la compagnie d'assurance Laurentienne, l'actif du Mouvement dépasse, en 1996, les 80 milliards de dollars.

### Quelques repères du projet d'Alphonse Desjardins

Il y a un peu moins d'un siècle, Alphonse Desjardins commence à s'intéresser à son projet coopératif. Le but recherché est d'établir une institution qui permette aux gens de modestes conditions de se prémunir contre l'abus des usuriers qui font des affaires d'or en cette période de récession. Sténographe à la Chambre des communes à Ottawa en 1892, Alphonse Desjardins assiste à des discours sur les ravages de l'usure. Son emploi lui permet de consulter la bibliothèque. Durant plusieurs années il étudie les mouvements coopératifs en Europe. Il consulte des écrits sur le sujet et il entretient une volumineuse correspondance avec des auteurs européens: Charles Rayneri, directeur de la Banque Populaire de Menton, Louis Durand, fondateur des Caisses Rurales en France, Luigi Luzzati, fondateur des Banches Popolari, Henry William Wolff, président de l'Alliance Coopérative Internationale et auteur du livre *The peoples's Banks*. D'autres coopérateurs allemands, suisses, belges, écossais, hongrois sont des sources de références pour Alphonse Desjardins.

Bien que grandement inspiré par ces auteurs européens, le projet coopératif d'épargne et de crédit de Desjardins demeure spécifique au Québec. D'autres associations nord-américaines, comme les Sociétés Saint-Vincent-de-Paul et les Sociétés de secours mutuels, servent aussi de sources de références. Toute l'assistance bénévole dont bénéficient ces organismes constitue pour Desjardins un atout appréciable dans l'administration d'une coopérative. Il s'en inspire grandement dans la création des conseils pour la gestion et la

surveillance de la caisse. Ainsi, Desjardins réussit à convaincre les gens associés aux élites locales, notamment les commerçants, les notaires, les médecins, et surtout les curés, du bien-fondé de son projet. Ces élites accepteront d'administrer bénévolement la première caisse populaire qui ouvrira ses portes à Lévis en 1900.

### **Les caractéristiques de la caisse locale**

Le pivot central du projet coopératif de Desjardins est « ... d'organiser le crédit populaire à partir de l'épargne populaire<sup>2</sup> ». Pour ce faire, les objectifs visés sont au nombre de deux : d'une part, encourager l'habitude de l'épargne et, d'autre part, assurer aux petits propriétaires et aux travailleurs à faible revenu le crédit nécessaire pour leurs besoins essentiels. Alphonse Desjardins prend en compte trois critères pour établir le crédit d'un emprunteur : premièrement, il considère la valeur morale de la personne, deuxièmement, il exige une certaine garantie sous la forme d'une caution et, troisièmement, l'individu doit faire part de l'usage qu'il entend faire de son emprunt.

Quatre principes sont à la base du projet coopératif. Premièrement, les personnes mettent leurs épargnes en commun et peu importe la richesse personnelle de chacune, elles ont droit à un vote à l'assemblée générale. Deuxièmement, les membres déterminent collectivement les activités de la caisse; cette dernière se développe selon les besoins du milieu dans lequel elle est implantée. Troisièmement, la caisse procède à une répartition

---

<sup>2</sup> Pierre Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins 1900-1920*, Montréal, Québec/Amérique, La Société historique Alphonse Desjardins, ( coll. Desjardins ), Tome I, 1990, p. 49.



proportionnelle des bénéfices et, enfin, quatrièmement, elle forme une propriété collective par la constitution de réserves.

La structure interne de la caisse populaire se compose de trois conseils: le conseil d'administration (C.A.), la commission de crédit (C.C.) et le conseil de surveillance (C.S.). Les postes sont comblés par des membres élus en assemblée générale. Le C.A se compose de cinq à neuf administrateurs (dépendant des caisses), la C.C. et le C.S. regroupent respectivement trois commissaires ou surveillants. Les mandats de tous ces dirigeants sont d'une durée de trois ans renouvelables.

Les administrateurs<sup>3</sup> du conseil d'administration voient à la tenue des registres et au maintien de la liquidité, déterminent les montants de fonds à prêter et effectuent un contrôle sur les placements. Les administrateurs s'occupent de la gestion de l'immeuble et du matériel nécessaire au fonctionnement de la caisse. Enfin, ils préparent et convoquent l'assemblée générale annuelle et doivent rendre compte de leur administration devant celle-ci. Les commissaires de crédit sont les seuls à autoriser les prêts aux membres. Ils étudient chaque demande de prêt et en recommandent l'acceptation ou le rejet. Les surveillants vérifient les encaisses et les titres de la caisse. Ils s'assurent que les opérations correspondent aux décisions adoptées en assemblée générale et respectent la loi des Syndicats coopératifs. De plus, les surveillants voient au contrôle des décisions prises par

---

<sup>3</sup> À noter que le gérant de la caisse siège comme administrateur au conseil d'administration.

les commissaires. Comme pour le conseil d'administration, la commission de crédit et le conseil de surveillance doivent rendre compte de leur travail sous forme de rapports, lors de chaque assemblée générale. Tous les élus assument, selon les directives de Desjardins, leur fonction sur une base bénévole. Cependant, dès que la caisse commence à faire des bénéfices on permet au gérant de se prendre un salaire.

La paroisse devient le territoire privilégié pour établir les assises d'une caisse populaire. Pour Alphonse Desjardins elle est une « ... unité territoriale très petite et qui par sa nature même est peu susceptible de subites ou de fréquentes variations, présentant aussi - condition essentielle au succès - des contacts intimes et nombreux par lesquels les intéressés peuvent mieux se connaître, s'apprécier réciproquement avec plus de justice tant au point de vue moral qu'économique<sup>4</sup> ». Aux yeux de Desjardins, la paroisse est une unité territoriale idéale en raison de sa dimension restreinte et des rapports d'interconnaissance qu'elle favorise. Évidemment, en démontrant son intérêt pour le territoire paroissial, il s'attire la bienveillance de l'Église dont les curés constituent au départ la pierre d'assise du Mouvement. Qui est mieux placé que le curé pour inciter les paroissiens à s'intéresser à un tel projet?

En effet, dans le contexte du début du XX<sup>e</sup> siècle, le clergé est tellement présent et influent dans la vie des Canadiens français qu'il est impensable de sensibiliser les gens à un

---

<sup>4</sup> Paul-Emile Charron, « La caisse populaire est paroissiale », *La revue Desjardins*, vol XX, n° 2, p25.

tel projet sans le concours du curé de la paroisse. De plus, le projet coopératif est d'abord économique, il est donc très difficile de convaincre des gens qui ont peu de moyens financiers à déposer et surtout à emprunter. Alphonse Desjardins le sait très bien et c'est pourquoi il s'efforce dès le début de la mise en place des caisses populaires d'obtenir l'appui du clergé. D'ailleurs, il ne se déplacera jamais dans une paroisse pour fonder une caisse populaire sans l'accord préalable du curé. L'« aide toi toi-même » et « l'entraide mutuelle » seront souvent les mots utilisés pour parler d'épargne et de crédit.

En 1900, Desjardins met en application son projet. Il fonde la première caisse populaire à Lévis. Malgré des débuts modestes, les années qui suivent sont animées et pleines de rebondissements. Desjardins s'acharne à populariser son projet à l'extérieur de la ville de Lévis. En même temps, il tente d'obtenir une loi qui protège les coopératives d'épargne et de crédit. En 1906, la Législature du Québec adopte la loi des syndicats coopératifs. Dorénavant, l'expansion du Mouvement des caisses populaires peut se faire en toute légalité et sécurité à la grandeur du Québec. Cependant, jamais Alphonse Desjardins n'aura cette même assurance de la part du gouvernement fédéral.

### **De la caisse au projet de Fédération**

En 1916, la maladie oblige Desjardins à ralentir ses déplacements. Dorénavant, ses collaborateurs feront la promotion du projet coopératif et participeront aux fondations de caisses populaires dans les paroisses qui en font la demande. Cependant, ceci n'empêche

pas Alphonse Desjardins de se consacrer à son projet de Fédération qui permettrait de réunir les caisses populaires existantes.

Ce projet de Fédération, dont le siège social serait à Lévis, vise deux objectifs. Le premier est de répondre aux interrogations des dirigeants locaux, de contrôler et de surveiller les situations délicates qui pourraient se produire dans l'administration des caisses. Des inspecteurs seraient désignés pour voir à l'application de la loi et des principes de la coopérative. Ils vérifieraient la comptabilité et la gestion des caisses. Ils conseilleraient les dirigeants et, au besoin, prendraient les mesures qui s'imposent pour stabiliser l'institution qui serait en difficulté. Bref, Alphonse Desjardins déléguerait à cette Fédération le travail qu'il effectuait depuis le tout début de l'implantation des caisses populaires: vérifier la comptabilité des caisses, éduquer les dirigeants et, au besoin, corriger les erreurs commises par certains gérants. Le deuxième objectif serait la mise sur pied d'une caisse provinciale qui verrait à administrer les surplus de liquidités des caisses populaires locales. À l'automne 1920, Alphonse Desjardins meurt avant que le projet de fédération voit le jour. C'est à ses collaborateurs que revient la tâche de réaliser ce projet.

### **La diffusion du projet**

Les discours dans les assemblées de fondation des caisses populaires, dans des associations ( l'Action sociale catholique, l'École sociale populaire, les ligues du Sacré-Coeur, les groupes nationalistes ), les publications dans les revues et les journaux sont les

principaux moyens de propagande utilisés par Alphonse Desjardins et ses collaborateurs pour diffuser son projet coopératif.

Plusieurs personnes, tels les abbés P.E. Hébert de Montréal, Philibert Grondin de Lévis, Irénée Trudel de Trois-Rivières, le révérend J.M. Desjardins d'Ottawa sont devenus d'excellents propagandistes<sup>5</sup> pour l'oeuvre de Desjardins. Le Cardinal Bégin, malgré quelques réserves au début, recommande à ses prêtres d'accorder toute l'attention qu'il faut aux caisses populaires. L'Abbé Philibert Grondin est, sans nul doute, le plus important collaborateur d'Alphonse Desjardins. À la demande de ce dernier, il élabore une campagne de presse pour faire connaître le Mouvement. Il écrit plusieurs articles dans le journal *La Vérité* entre 1906 et 1920 sous divers pseudonymes: J.P. Lefranc, J.A. Lépouvante, D. Jardins, Louis Arneau, Paul Bréval<sup>6</sup>. Le journal *La Vérité* est le principal média qui diffuse l'information sur les caisses populaires. Des journaux, tels *L'Action Sociale de Québec*, *Le Droit*, *le Canadien* publient des articles à l'occasion. D'autres se limitent à faire paraître des comptes rendus de fondation de caisses populaires.

C'est un fascicule rédigé par L'Abbé Grondin qui devient l'instrument par excellence pour enseigner de façon efficace dans un langage simple les principes, les objectifs et les buts de la coopérative. Le *Catéchisme des caisses populaires* est distribué pour la première

---

<sup>5</sup> On entend par propagandistes les personnes qui propagent l'idée coopérative.

<sup>6</sup> Yves Roby, *Alphonse Desjardins et les caisses populaires 1854-1920*, Montréal, Fides, 1964.

fois en 1910 dans la plupart des paroisses du Québec. Ce petit livre est réédité régulièrement jusqu'à la fin des années cinquante.

Un autre outil de propagande fait son apparition quelques décennies plus tard. À partir de 1935, la Fédération provinciale distribue dans toutes les caisses populaires déjà existantes une revue sous le nom de *La caisse populaire Desjardins*. Par le biais de cette revue on véhicule le message coopératif de façon encore plus précise en allant directement rejoindre les dirigeants des caisses locales et leurs sociétaires. Le contenu est assez diversifié, on prodigue, entre autres, des conseils sur les pratiques de l'épargne et la gestion des caisses, on traite des aspects financiers et juridiques, on publie des conférences de dirigeants. Aujourd'hui encore, on la retrouve dans l'ensemble du réseau du Mouvement Desjardins.

### **Propagation et enracinement des caisses populaires**

Entre 1901 et 1920, 187 caisses populaires voient le jour sur le territoire québécois. De ce nombre 47 ferment leurs portes. Les 140 caisses en opération gèrent dans leur ensemble un actif de plus de 6 millions de dollars. On dénombre au total 31 029 sociétaires<sup>7</sup>. Cependant, selon Pierre Poulin : « .... les caisses ne recueillent qu'une infime portion des

---

<sup>7</sup> Toutes les données chiffrées ont été recueillies dans les deux volumes de Pierre Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins 1900-1920 et 1920-1944*, Montréal, Québec/Amérique, La Société historique Alphonse Desjardins, ( coll. Desjardins ), Tome I, 1990, Tome II, 1994.

épargnes dans la province de Québec. En 1920, l'actif des caisses ne représente que 0,4 p. cent de l'actif total des banques à charte ayant leur siège social au Québec<sup>8</sup> ».

La croissance du nombre d'établissements se fait difficilement entre les années vingt et trente. De 1921 à 1932, on dénombre seulement 118 fondations. La difficulté pour le Mouvement Desjardins de convaincre les gens de faibles conditions financières à adhérer aux caisses et la crise économique de l'entre-deux-guerres semblent être les deux principaux facteurs qui permettent d'expliquer la stagnation du nombre de nouvelles fondations et du nombre de sociétaires. En effet, durant la Grande Crise, des fermetures de caisses sont enregistrées sur tout le territoire québécois et le nombre de membres n'évolue pas. Bien au contraire, il tend à baisser : « On enregistre en tout 82 fermetures de caisses de 1921 à 1933. Le taux annuel moyen de fermetures est de 2,1 p. cent de 1921 à 1924, il passe à 3,2 p. cent de 1925 à 1929 et atteint un sommet de 4,7 p. cent de 1930 à 1933 ...<sup>9</sup> ». De même, on observe une décroissance du nombre de sociétaires; en 1921 on dénombre 33 166 sociétaires, en 1924, ils ne sont plus que de 31 250 sur l'ensemble du territoire. La reprise dans les fondations de caisses se fait lentement à partir de 1933.

Ce n'est qu'à la fin des années trente que la tendance se renverse. La Deuxième Guerre mondiale engendre une croissance économique dont les Canadiens bénéficient. Désormais,

---

<sup>8</sup> Pierre Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins 1900-1920*, Montréal, Québec/Amérique, La Société historique Alphonse Desjardins, ( coll. Desjardins ), Tome I, 1990, p. 177.

<sup>9</sup> Pierre Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins 1920-1944*, Montréal, Québec/Amérique, La Société historique Alphonse Desjardins, ( coll. Desjardins ), Tome II, 1994, p. 83.

les gens auparavant trop pauvres pour adhérer aux caisses populaires (coût d'adhésion, coût de la taxe d'entrée, absence d'argent, etc.) peuvent maintenant devenir sociétaires. De plus, les campagnes de sensibilisation menées par les « propagandistes » du Mouvement Desjardins au fil des ans ne sont pas étrangères à l'accroissement du nombre de sociétaires dans les caisses populaires du Québec. En 1940, on dénombre 544 caisses qui regroupent 119 668 sociétaires et administrent un actif de plus de 21 millions de dollars. Quatre ans plus tard, en 1944, au nombre de 877, les caisses gèrent plus de 92 millions de dollars et desservent 304 232 sociétaires sur tout le territoire québécois. Durant et après la Deuxième Guerre mondiale, les caisses populaires connaissent une croissance fulgurante autant en nombre de fondations qu'en nombre de sociétaires. Le nombre de caisses populaires se chiffre autour de 1 227 en 1960<sup>10</sup>.

### **Des Unions à la Fédération provinciale**

La création des Unions régionales, dès 1920, amène une autre dynamique au sein du Mouvement Desjardins. Plusieurs caisses populaires ont vu le jour sous leur gouverne. Cependant, ce n'est pas sans obstacle que les unions sont créées. L'idée de Desjardins de centraliser les surplus de liquidités dans une Fédération située à Lévis occasionne certaines réticences de la part de caisses populaires, surtout de celle de Trois-Rivières<sup>11</sup> qui jusqu'à

<sup>10</sup> Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 230.

<sup>11</sup> « Comme dans le cas de Lévis, Trois-Rivières gérait depuis quelques années des dépôts des caisses situées dans sa périphérie et tout porte à croire que la concurrence que se faisaient les deux établissements pour les obtenir était vive. Lévis, caisse millionnaire, ambitionnait de jouer un rôle de banque centrale à l'échelle du Québec, Trois-Rivières, de dimension plus modeste, avait des visées régionales. », *Le pouvoir des régions dans le Mouvement des caisses Desjardins*, Yvan Rousseau et Roger Levasseur, Centre d'études québécoises, UQTR, s.d., p. 8.



ce jour administrait les fonds déposés par les caisses des paroisses voisines. Le projet d'une Union régionale qui aurait à assumer ce rôle convient mieux aux caisses des régions. Ainsi, dès le 15 décembre 1920, une première Union régionale est créée à Trois-Rivières. D'autres suivent un peu plus tard; l'Union régionale de Québec en 1921, l'Union régionale de Montréal en 1924 et celle de Gaspé en 1925 : « Avec la création des Unions dans les années 1920, le leadership en matière d'organisation et d'encadrement des caisses se déplace de Lévis vers les régions<sup>12</sup> ». Le projet de Fédération réunissant toutes les caisses locales tel que pensé par Alphonse Desjardins ne verra jamais le jour. C'est plutôt une Fédération des Unions régionales qui s'implante au mois de février 1932 :

Avec une allocation de 20 000 \$ du ministère de l'Agriculture du Québec, la nouvelle Fédération provinciale est investie d'importantes prérogatives au sein de l'organisation d'ensemble du Mouvement Desjardins, notamment en matière d'inspection et d'approbation de placements. En retour, ses fondateurs s'assurent qu'elle demeure tributaire du pouvoir des unions régionales : non seulement elles y détiennent le pouvoir décisionnel, mais elles conservent le contrôle exclusif des caisses centrales<sup>13</sup>.

### **L'implantation des caisses populaires dans la région de la Mauricie et des Bois-Francs**

Selon les données recueillies<sup>14</sup>, 39 caisses populaires voient le jour dans la région de la Mauricie et des Bois-Francs entre 1909 et 1920. Alphonse Desjardins procède à la fondation de 26 d'entre elles de 1909 à 1915. En 1920, il reste 29 caisses organisées dans les diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet. De ce nombre, neuf sont signataires pour fonder l'Union régionale des caisses populaires de Trois-Rivières.

<sup>12</sup> Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier*, Québec, Boréal, 1995, p. 64.

<sup>13</sup> Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier*, Québec, Boréal, 1995, p. 122

<sup>14</sup> *Idem*, p. 56.

Les mandats de cette nouvelle Union sont de « ... propager l'idéal de la coopération, fonder de nouvelles caisses, procéder à leur inspection et établir une caisse régionale ...<sup>15</sup> », qui verra à recueillir les surplus de liquidités des caisses populaires de la région. Mais l'Union fait face à des réticences de la part de plusieurs caisses locales qui refusent d'adhérer. L'idée de devoir ouvrir les livres de leur caisse aux inspecteurs ainsi que celle de devoir consacrer un pourcentage de leur bénéfice pour le fonctionnement de l'Union régionale en irrite plus d'une. L'indépendance de chaque caisse populaire est un facteur non négligeable dans le refus de plusieurs caisses d'adhérer aux unions régionales. Au cours des années 1920 et 1930, le gouvernement du Québec apporte des modifications à la Loi des syndicats coopératifs<sup>16</sup> et force ainsi les caisses populaires réticentes à adhérer à l'Union régionale. En 1924, l'Union régionale regroupe 20 caisses sur 34 en activité en 1930, presque la totalité des caisses, soit 34 sur 37. En 1935, 57 caisses populaires établies sur la rive nord et sud du territoire sont affiliées à l'Union régionale. Ces caisses ont plus de 9 000 sociétaires. Et leur nombre continue à grossir. Ainsi, selon des données recueillies dans l'analyse réalisée par Levasseur et Rousseau :

Trente ans après l'éclosion des premiers établissements dans la région, près d'une centaine de caisses avaient été fondées, 23 avaient fermé et 14 avaient été réorganisées [...]. Les 90 caisses en activité en 1939 comptent près de 18 000 sociétaires et gèrent un actif total de 3,7 millions de dollars. La moitié d'entre elles n'a pas plus de cinq années d'existence, résultat des efforts déployés en fin de période pour étendre le Mouvement à la rive sud du Saint-Laurent et pour l'introduire dans les milieux urbains. Parmi ces caisses, 48 sont localisées du côté de la rive sud du Saint-Laurent<sup>17</sup>.

<sup>15</sup> Yvan Rousseau et Roger Levasseur, « L'évolution des bases sociales du Mouvement des caisses Desjardins. Le sociétariat de la Fédération régionale du Centre du Québec (1909-1965) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.45, n°3 (hiver 1992), p. 348-359.

<sup>16</sup> Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier*, Québec, Boréal, 1995, p. 114.

<sup>17</sup> *Idem*, p. 72-73.

Comme pour l'ensemble du Québec, à partir des années quarante, les caisses populaires s'implantent principalement dans les centres urbains. En 1945, 129 caisses sont en activité administrant un actif de 22 millions de dollars. Elles regroupent 57 000 sociétaires. En 1960, le nombre de caisses en opération atteint 147. Elles regroupent au-delà de 150 000 sociétaires et gèrent un actif évalué à plus de 93 millions de dollars.

Sur les quarante premières années du Mouvement Desjardins, deux points majeurs sont à souligner. Premièrement, une croissance globale du nombre de caisses populaires ponctuée de reculs. De 1900 à 1920 on remarque en effet une progression du nombre de fondations. L'implantation des caisses se fait principalement dans le milieu rural. De 1920 à 1933, on constate une stagnation du nombre de fondations en plus de dénombrer des fermetures. À partir du milieu des années 1930, mais surtout depuis la Deuxième Guerre, on observe une croissance fulgurante du nombre de caisses populaires avec une percée significative en milieu urbain.

Deuxièmement, la naissance des unions régionales amène une autre dimension dans le Mouvement Desjardins et polarise le pouvoir de décision dans les régions. Contrairement aux attentes d'Alphonse Desjardins de voir un jour l'ensemble des caisses populaires regroupées sous l'égide d'une Fédération provinciale dont le siège social serait à Lévis, c'est l'inverse qui l'emporte. En 1932, les unions régionales regroupant les caisses de leur région forment une fédération des unions tout en

conservant leur autonomie d'action. L'Union régionale de Trois-Rivières a procédé à l'implantation de plusieurs caisses populaires dans la région , surtout entre 1930 et 1945, dont celle de la paroisse Sainte-Marguerite-de-Cortone en 1938. C'est à la suite d'une conférence donnée par M. Omer Marcus, de la Société Saint-Jean-Baptiste de Trois-Rivières et M. Sinaï Lupien, propagandiste de l'Union régionale des caisses populaires, que des résidents de la paroisse décident de mettre sur pied la Caisse populaire Sainte-Marguerite-de-Cortone.

## CHAPITRE II

### L'IMPLANTATION ET L'ÉVOLUTION DE LA CAISSE POPULAIRE SAINTE-MARGUERITE DE TROIS-RIVIERES, 1938-1960

La période étudiée dans ce premier chapitre s'étend de 1938 à 1960. Elle se caractérise par des changements aux limites territoriales et par l'implantation de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières au sein d'une communauté en pleine expansion. Mais avant d'aborder l'analyse de la caisse, il nous apparaît essentiel de bien connaître le territoire sur lequel elle s'établit.

#### **Le territoire et le peuplement de la paroisse**

À l'origine, le territoire de Sainte-Marguerite-de-Cortone servait de Commune<sup>1</sup> aux autres paroisses de Trois-Rivières. En novembre 1925, à la suite d'une requête des résidents de la rue Saint-Roch et du chemin Sainte-Marguerite, s'ouvre une desserte paroissiale. Le curé Louis J. Chamberland, attiré à cette nouvelle mission, quitte la paroisse Saint-Philippe accompagné de 104 familles pour prendre charge de Sainte-Marguerite-de-Cortone. En 1932, le journal *Le Nouvelliste* titre : « Sainte-Marguerite serait érigée comme une paroisse canonique avant longtemps ». Dans cet article on souligne que c'est à partir

---

<sup>1</sup> La Commune était un terrain vague où les Trifluviens conduisaient leurs vaches pour paître. Ce terrain de pâturage avait été cédé aux habitants de Trois-Rivières au cours du 17<sup>e</sup> siècle ( 1647-1648 ) par le Gouverneur Charles Héroult de Montmagny. Cette donation était accompagnée d'une clause qui donnait aux habitants de la ville « ... obligation de défricher (le terrain) afin de voir venir les ennemis ». Les limites de la Commune vont devenir en 1909 celles de la paroisse Saint-Philippe. Le pacage des vaches prend fin au début des années quarante: « ... les vaches n'ont plus leur place dans un quartier où l'on souhaite attirer le plus d'industries et de commerces possibles », *Histoire de la paroisse Saint-Philippe 1909-1984*, p. 71 .

d'une «... requête du 7 février ( 1932 ), signée par la grande majorité des habitants francs tenanciers de la dite localité à l'effet d'obtenir l'érection canonique d'une paroisse; laquelle se borderait par la paroisse de Pointe-du-Lac, par la rue Sainte-Marguerite et le côté nord des rues Saint-Stanislas et Bellefeuille<sup>2</sup> ». Son territoire est issu d'une partie de la paroisse de Saint-Philippe et de celle de la Cathédrale.

Outre les rues Bellefeuille, Saint-Roch et le chemin Sainte-Marguerite, peu de rues sont ouvertes dans le secteur au moment de l'érection canonique de la paroisse en 1932. Il y a une partie de la rue Bureau ( qui devient plus tard la rue Gauthier ) et quelques maisons localisées sur la rue Plouffe. D'autres rues sont projetées par la ville. Sans être identifiées par des noms, elles apparaissent en pointillés sur les cartes de Trois-Rivières de 1930. Mis à part l'amputation d'une partie de la paroisse Sainte-Marguerite au profit de la paroisse Saint-Jean-Brébeuf en 1954, aucun changement n'est survenu dans ses limites territoriales jusqu'en 1963. Cependant, vers 1957, à l'ouest du territoire, pointe la zone industrielle qui annonce des changements au cours des années 1960.

D'après des statistiques paroissiales<sup>3</sup> ( tableau I ) de 1927, quelques années après la fondation de la mission, on dénombre une population de 904 paroissiens qui passera à 1 733 en 1932, au moment de l'érection canonique de la paroisse Sainte-Marguerite-de-Cortone : « Depuis 1925, ses progrès démographiques avaient été considérables. De 130

<sup>2</sup> Journal *Le Nouvelliste*, 7 mars 1932.

<sup>3</sup> M<sup>gr</sup> Albert Tessier, *Le miracle du curé Chamberland*, Trois-Rivières, Le Bien Public, 1950, p. 98.

au début, les ménages étaient passés à 370, dont 232 familles urbaines et 68 familles rurales. Les fidèles formaient une communauté de 1 733 âmes<sup>4</sup> ».

Tableau I  
PAROISSE SAINTE-MARGUERITE-DE-CORTONE

Année	Familles	Population	Naissances
1925	170	892	--
1932	370	1 733	68
1935	336	1 805	74
1938	362	2 012	76
1940	423	2 390	87
1945	548	2 767	100
1950	1 148	5 631	182
1955*	----	6 802	---
1959*	----	8 149	---

Sources : *Le miracle du curé Chamberland*, Trois-Rivières, Le Bien Public, 1950, p. 98.

(\*) *Les populations municipales et paroissiales de la Mauricie*,

Dossiers statistiques 1850-1971, Trois-Rivières, GRM, UQTR, 1981, p. 157.

L'essor démographique se fait surtout au cours des années 1940 et 1950. On remarque une augmentation significative de la population entre 1945 et 1959. Auparavant, quelques tentatives timides sont faites pour encourager l'établissement de nouveaux foyers, notamment en 1927 lorsque la ville de Trois-Rivières donne 25 lots.

Bien que détaché de la paroisse Saint-Philippe depuis 1925, le territoire de Sainte-Marguerite-de-Cortone demeure dans les limites territoriales du quartier Saint-Philippe jusqu'en 1966 afin de respecter les divisions administratives de la ville de Trois-Rivières. Cette division municipale rend difficile la définition du profil socioprofessionnel des habitants du secteur Sainte-Marguerite. Comme plusieurs des rues principales (Bellefeuille, Saint-Roch, Bureau, boulevard Normand ) traversent les deux paroisses, l'exercice de

<sup>4</sup> M<sup>gr</sup> Albert Tessier, *Le miracle du curé Chamberland*, Trois-Rivières, Le Bien Public, 1950, p.39.

débroussaillage est d'autant plus complexe. Afin d'établir plus clairement ce profil, quelques monographies sur le quartier Saint-Philippe ont été consultées pour nous aider dans notre tâche.

Ainsi dans le *Trois-Rivières illustré* on définit le quartier Saint-Philippe au début des années 1930 comme un quartier qui :

... s'étendait à l'ouest de la rue des Forges, englobant plusieurs fabriques alignées près du fleuve. Il était majoritairement habité par des ouvriers, employés de manufactures, débardeurs et journaliers attirés par la proximité des lieux de travail et certainement aussi par le coût moins élevé des lots, [...] en 1931, près de 65% de sa population active était ouvrière. Le prolongement de ce qui deviendra en 1932 la paroisse Sainte-Marguerite, conservera les mêmes caractéristiques<sup>5</sup>.

Selon une autre recherche effectuée par l'historien Guy Trépanier<sup>6</sup> dans les rôles d'évaluation de la ville de Trois-Rivières, le même constat y est souligné. En 1930, les secteurs d'activités économiques qui dominent dans le quartier Saint-Philippe sont la construction, le transport et le secteur de la transformation. Ainsi, plus de 65% des travailleurs se retrouvent dans ces trois secteurs d'activités, 33% se partagent les secteurs du service et de l'agriculture. Les professions libérales occupent seulement 2% des secteurs d'activités économiques du quartier.

Plusieurs commerces et industries sont situés sur les rues qui bordent les paroisses Saint-Philippe et Sainte-Marguerite. En 1930, on retrouve à l'ouest du quartier Saint-

<sup>5</sup> A. Gamelin, R. Hardy, J. Roy, N. Séguin, G. Trépanier, *Trois-Rivières illustré*, la corporation du 350<sup>e</sup> anniversaire, 1984, p. 90-91.

<sup>6</sup> Guy Trépanier, *Trois-Rivières et ses quartiers (1831-1931)*, Trois-Rivières, Société de conservation et d'animation du patrimoine, 1984, p. 42.



Philippe, sur la rue Saint-Roch, des commerces de services; sur la rue Bellefeuille, près de la voie ferrée sont localisées principalement des entreprises de transformation et des manufactures de textile et de matériaux. Par exemple, la manufacture de cercueils Girard et Godin embauche des ouvriers de tous les métiers: mouleurs, peintres, modeleurs, menuisiers. La Gouin Lumber, important distributeur de bois et matériaux, emploie environ 60 travailleurs réguliers. Plus loin sur la même artère, est implantée l'usine de métaux de George Christie Wires Ltd qui deviendra plus tard la Niagara Lockport Ltd. Au coin des rues Bellefeuille et Lavérendrye est situé l'atelier de menuiserie de M. Philippe Verrette. En 1946 on retrouve, dans ce même secteur, l'entreprise de portes, châssis et ameublements de salles publiques de M. Adélard Sévigny. Sur le Boulevard Normand, à la même époque, deux autres manufactures prospèrent: celle de blocs de ciment de Georges Lambert et celle de M. Roland Desmarais spécialisée dans les manches d'outils et les bâtons de baseball.

Au cours des années 1940 et 1950 d'autres industries s'installent dans la paroisse: la Furgusson Atlantic Underwear Ltd au coin des rues Baillargeon et Chamberland, la Crémérie Union Ltd. sur la rue Gauthier, Loranger & Moles Worth Ltée sur la rue Saint-Roch. Nonobstant cette trame industrielle, le territoire de la paroisse Sainte-Marguerite demeure jusqu'aux années 1940 dans une bonne mesure à vocation agricole. Les propriétaires terriens qui exploitent leur sol sont situés tout au long du chemin et du rang Sainte-Marguerite jusqu'au pied de Pointe-du-Lac. Peu nombreux, ils occupent une grande

superficie et se spécialisent dans l'horticulture et la production laitière<sup>7</sup>. Petit à petit, au cours de la décennie cinquante le développement industriel, commercial et résidentiel s'étend sur le territoire jusque-là exploité par les producteurs agricoles.

### **Le Syndicat coopératif d'habitation Sainte-Marguerite**

La coopérative d'habitation mise sur pied par le curé de la paroisse n'est pas étrangère à la hausse du nombre de paroissiens. Entre 1944 et 1949, le Syndicat coopératif d'habitation Sainte-Marguerite, avec à sa tête le curé Chamberland, permet à 180 paroissiens, la plupart, avec des revenus modestes variant en moyenne entre 25 \$ et 30 \$ par semaine, de devenir propriétaires de leur demeure et de percevoir un revenu de location. Ainsi, ces maisons à deux logements, comprenant chacun six pièces, permettent à 360 familles de se loger<sup>8</sup>.

---

<sup>7</sup> Dans un cas, on retrouve un gros producteur de glace.

<sup>8</sup> La Caisse populaire Sainte-Marguerite s'implique activement dans ce projet en versant des prêts de 500 \$ à chaque coopérateur sur garantie d'un billet endossé par le Syndicat coopératif. La somme globale de ces prêts permet à la coopérative d'habitation de mettre en chantier les maisons. À la fin de la construction de la toiture d'une maison, le nouveau propriétaire emprunte sur hypothèque à la caisse populaire la somme requise pour la construction de sa demeure, c'est-à-dire 4,500 \$. Ce montant permet de financer la construction, et à chaque semaine elle répartit entre les coopérateurs les dépenses encourues durant la semaine. Ce montant est prélevé des sommes empruntées individuellement. À noter que seul le Syndicat coopératif, par l'intermédiaire de son gérant, a le droit de retirer les fonds de la caisse populaire. Chaque sociétaire ne fait qu'autoriser le paiement des dépenses de la semaine. Cette restriction élimine, de fait, les abus possibles. La Caisse populaire paie les taxes, les assurances de la maison et l'assurance-vie du propriétaire. Ainsi, à ce rythme, l'hypothèque est entièrement payée au bout de vingt ans. Le coopérateur qui devient propriétaire résident de la maison perçoit un loyer du second logement. Au coût de 25 \$ par mois, le propriétaire remet à la Caisse populaire Sainte-Marguerite la somme de 50 \$ mensuellement (25 \$ de la location plus 25 \$ pour son propre logement). Après la construction des vingt premières maisons, la Caisse populaire Sainte-Marguerite ne peut prêter aux coopérateurs sans risquer de se retrouver en fâcheuse position financière. Elle avait atteint ses limites au terme du prêt. La Caisse populaire de Trois-Rivières prend la relève et accepte de prêter 500 \$ à chaque coopérateur sous garantie sur billet par la coopérative d'habitation. Dès la fin des travaux de construction, chaque nouveau propriétaire obtient de la Caisse populaire de Sainte-Marguerite le prêt hypothécaire de 4,500 \$. Ce montant permet de rembourser à la caisse de Trois-Rivières les sommes empruntées.

Outre ses propres constructions, le Syndicat coopératif a apporté son soutien à d'autres paroissiens dans l'érection de leur demeure du même type que celle de la coopérative d'habitation en accordant le droit d'utiliser les plans des bâtiments de la coopérative. En six ans, 340 immeubles sont érigés dans la paroisse Sainte-Marguerite et donnent la possibilité à 680 familles d'être logées convenablement à peu de frais.

En 1950, on poursuit dans la même philosophie coopérative sous le nom de *Coopérative Pie XII*; 45 maisons sont construites. Neuf ans plus tard, le chanoine Chamberland décide de continuer à combattre la pauvreté en mettant en branle le *Chantier de charité*. Avec 250 bénévoles à ses côtés, le curé perçoit des fonds par le biais du porte-à-porte pour éliminer les taudis qui existent encore dans sa paroisse : « Manoeuvres, plombiers, briqueteurs, électriciens, menuisiers et maçons ont accepté de donner de leur temps et leur labeur, afin de construire des maisons convenables aux familles en difficulté de la paroisse<sup>9</sup> ».

### **La Caisse populaire Sainte-Marguerite-de-Cortone**

Habituellement, les paroisses dans lesquelles s'implantent des coopératives d'épargne et de crédit sont bien structurées et la communauté est déjà bien organisée. Dans l'ensemble, ces paroisses possèdent déjà un vécu de plusieurs générations. Cependant, la

---

<sup>9</sup> *Recueil de Souvenir*. Paroisse Sainte-Marguerite-de-Cortone, Trois-Rivières, 350<sup>e</sup> anniversaire, s.d., 36 p.

paroisse Sainte-Marguerite n'a que six ans d'existence au moment où la caisse populaire ouvre ses portes en 1938.

### Le sociétariat

Les premiers sociétaires, au nombre de 26, sont : le curé de la paroisse, des agriculteurs, des commerçants locaux, des employés et des ouvriers. La caisse recrute au total 71 sociétaires au cours de sa première année ( tableau II ). Les décennies 1940 et 1950 sont fructueuses; durant cette période le nombre de sociétaires a plus que triplé. En 1950, on dénombre plus de 16% de la population locale. En 1959, la caisse enregistre son premier million de dollars d'actifs, et regroupe 2 189 sociétaires. Plus du quart de la population de la paroisse Sainte-Marguerite est membre de la caisse populaire.

Tableau II  
SOCIÉTAIRES CAISSE POPULAIRE SAINTE-MARGUERITE 1938-1960

Année	Sociétaires	Population	Familles
1938	71	2 012	362
1940	113	2 390	423
1945	356	2 767	548
1950	909	5 800	1 148
1955*	1 578	6 802	----
1959*	2 189	8 149	----

Sources: Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières

(\*) *Les populations municipales et paroissiales de la Mauricie*. Dossier statistiques 1850-1971, Trois-Rivières, GRM, UQTR, 1981, p. 157.

Le développement et le peuplement du territoire amènent une diversification du sociétariat au cours des ans. Comme nous avons pu le constater dans les pages précédentes, l'implantation des maisons de la Coopérative d'habitation Sainte-Marguerite a

contribué en grande partie au peuplement du territoire et à l'adhésion de nouveaux sociétaires au sein de la caisse populaire.

### **Les bases sociales de la direction**

Les producteurs agricoles, les commerçants locaux et le curé de la paroisse Sainte-Marguerite sont au nombre des premiers dirigeants élus<sup>10</sup>. Ils sont des intermédiaires privilégiés pour implanter la caisse populaire<sup>11</sup>. Entre 1938 et 1950, les producteurs agricoles sont les plus nombreux au sein des instances de décision, ce qui correspond à ce qui a été observé dans les autres caisses du Centre du Québec entre 1909 et 1940. Cette présence est révélatrice des préoccupations de l'époque. Ce qui est particulier dans le cas de la Caisse Sainte-Marguerite, c'est le petit nombre de producteurs résidant dans la paroisse en comparaison de leur implication dans les instances décisionnelles. Selon l'historien Guy Trépanier, en 1931 on dénombre 11 agriculteurs dans le quartier Saint-Philippe sur un nombre total de 41 agriculteurs pour les cinq principaux quartiers de la ville de Trois-Rivières. Le plus fort pourcentage d'agriculteurs sur l'ensemble du territoire trifluvien est concentré dans le quartier Saint-Philippe<sup>12</sup>.

<sup>10</sup> Voir tableaux sur les dirigeants avec leur profession et années de mandat en annexes I-II-III-IV.

<sup>11</sup> Cet état de fait cadre bien avec l'un des principes de base du projet coopératif d'Alphonse Desjardins. Selon ce dernier, pour administrer une caisse populaire le milieu doit faire appel à son élite locale.

<sup>12</sup> « En 1931 les dominances dans la structure professionnelle comparée des quartiers apparaissent comme suit : dans Saint-Philippe, la construction, les journaliers, les transports, la transformation, l'agriculture; dans Saint-Louis, le commerce, les professions libérales, les services et la fonction publique; dans Sainte-Ursule, le clergé et au second rang les professions libérales et le commerce; dans Notre-Dame, les journaliers et au second rang le clergé, la construction, le transport et la transformation. *Trois-Rivières et ses quartiers 1831-1931*, p. 42-43.

Au total, 23 personnes occupent des postes<sup>13</sup> au sein des comités de représentation de la caisse entre 1938 et 1959 ( tableau III )<sup>14</sup>. Ils ont assumé 258 mandats<sup>15</sup> durant cette première période pour une durée moyenne de 12 ans. Cependant, cinq d'entre eux occupent ces fonctions durant 21 ans. Les agents de la petite propriété, notamment les cultivateurs, les petits commerçants et le curé assument 68% des mandats au cours de la période. Les ouvriers et les employés, pour leur part, occupent 25% des mandats. Les cadres investiront les instances à la fin des années 1950 et accentueront leur présence au cours des années 1960.

Tableau III  
MANDATS DES DIRIGEANTS AUX TROIS  
COMITÉS DE REPRÉSENTATION DE LA CAISSE 1938-1959

Professions	Nbe individus	Mandats	% Arrondis
Agents de la petite propriété	15*	154	60%
Professions libérales et clergé	1**	21	8%
Professionnels salariés et personnel d'encadrement	6	20	8%
Employés et ouvriers	10	63	25%
Total:	31***	258	101%

Sources: Procès-verbal assemblée générale de fondation de la Caisse populaire Sainte-Marguerite-de-Cortone,  
Rapports d'inspections de l'Union régionale des caisses populaires Desjardins  
\* inclus les trois indéterminés qui correspondent à 14% des mandats. \*\* Correspond au curé  
\*\*\* Le nombre inscrit pour chaque catégorie peut comprendre un même individu plus d'une fois  
Pour la grille détaillée des professions voir annexe V

Les élus aux trois instances de représentation ne peuvent siéger que sur un poste à la fois. De plus, ils n'ont pas droit d'emprunter et assument ces fonctions bénévolement. Ces

<sup>13</sup> Des 23 personnes qui ont assumé des mandats, certains d'entre-eux sont classés dans deux, trois et même quatre catégories professionnelles. C'est pour cette raison que nous retrouvons le chiffre 31 sous la colonne du nombre d'individus.

<sup>14</sup> Nous avons utilisé la grille, en l'adaptant à nos besoins, telle que développée par Roger Levasseur et Normand Séguin, « Mouvement associatif et réseaux informels à Trois-Rivières, 1940-1980 », *De la sociabilité. Spécificité et mutations*, p. 281-306.

<sup>15</sup> Pour les besoins de notre étude nous avons considéré les mandats en années d'occupation des postes, c'est-à-dire 1 mandat = 1 an.

obligations ne sont pas sans avoir des répercussions significatives sur la composition des comités. En effet, comme d'autres auteurs l'ont fait remarquer, la base bénévole<sup>16</sup> ainsi que l'absence du droit d'emprunt ne favorisent pas les candidatures de membres moins nantis financièrement. Ce constat s'applique aussi dans le cas de la Caisse populaire Sainte-Marguerite. Aucun des propriétaires des maisons de la coopérative d'habitation ne siège à l'un ou l'autre des comités de direction. Par contre, le président du conseil d'administration de la caisse populaire cumule la même fonction au conseil d'administration de la coopérative d'habitation Sainte-Marguerite. Il en va de même pour le curé qui siège en tant qu'administrateur au sein de la coopérative d'habitation et à titre de président honoraire au conseil d'administration de la caisse populaire.

Entre 1938 et 1959, les activités professionnelles et associatives des dirigeants sont concentrées majoritairement à l'intérieur des limites de la paroisse. Ils se retrouvent, pour la plupart, dans les associations religieuses locales. Ils sont presque tous membres de la Ligue du Sacré-Coeur, certains sont marguilliers, d'autres sont membres de la compagnie des Zouaves ou de la chorale de l'église. Ils sont aussi présents dans les associations laïques locales. La coopérative agricole est fondée par des gens qui assument des postes à la direction de la caisse. La coopérative d'habitation est administrée par le président du conseil d'administration de la caisse et le curé. D'autres membres de la coopérative vont devenir dans les années ultérieures des élus à la direction de la caisse. Dans les

---

<sup>16</sup> Ronald Rudin dans son livre *Quebec's Caisses populaires 1900-1945. In Whore Interest ?* fait bien ressortir cet aspect.

années 1950, quelques-uns s'impliquent dans les associations sportives locales. Dans l'ensemble, les dirigeants cumulent plusieurs mandats comme secrétaire, trésorier ou président dans les organisations de la paroisse.

L'implication directe de la Caisse populaire Sainte-Marguerite est également centrée sur la paroisse. Vers la fin des années quarante, un poste budgétaire annuel est consacré aux dons et souscriptions. Plus symboliques qu'économiques, les montants sont surtout attribués à des organismes de la paroisse: les Loisirs Sainte-Marguerite, les écoles primaires, les guides et les scouts. À l'extérieur du rayonnement paroissial, les organismes et associations à caractère religieux se partagent le reste de l'enveloppe budgétaire: les communautés religieuses, les séminaires et collèges, des fondations d'oeuvres charitables du diocèse. Cependant, c'est la coopérative d'habitation et la fabrique de la paroisse qui reçoivent les dons les plus généreux. Enfin, au cours des années 1950 la caisse commence à souscrire à certaines activités de la SSJB de Trois-Rivières: fête nationale, aide aux étudiants.

### **L'administration de la caisse**

#### *La gérance*

C'est au secrétaire-gérant de la caisse à voir à l'administration des épargnes des sociétaires et à exécuter les décisions prises aux trois instances ( tableau IV ). De 1938 jusqu'à la fin des années 1940, le gérant est un élu au même titre que les autres dirigeants.



Il ne reçoit pas de rémunération au sens propre du terme. Un montant minimum lui est accordé annuellement pour l'espace occupé par le comptoir de la caisse dans son établissement<sup>17</sup> et pour les frais de représentation. Il combine à la fois son travail rémunéré et sa fonction de secrétaire-gérant. À partir de 1949, le gérant est engagé à plein temps, ce qui entraîne des changements dans l'organisation et l'administration de la caisse. Dorénavant, il se consacre exclusivement à ses tâches de gérance. Étant devenu son unique activité, il a intérêt à tout mettre en oeuvre pour assurer la croissance des affaires et voir au bon fonctionnement de l'organisme.

Tableau IV  
GÉRANTS DE LA CAISSE POPULAIRE SAINTE-MARGUERITE 1938-1980

Catégorie professionnelle	Nom et Prénom	Professions	Mandats
Petit commerçant	Lemay, Philippe	commis-épiciers(*)	1938-1944
Petit commerçant	Leclerc, Alcide	épiciers-bouchers	1945-1948
Personnel cadre	Lemay, Philippe	gérant de caisse	1949-1956
Personnel cadre	Poirier, André	gérant de caisse	1957-1959
Personnel cadre	Vanasse, Guy	gérant de caisse	1959-1980

Sources : Rapports d'inspection Caisse populaire Sainte-Marguerite-de-Cortone

(\*) commis-épiciers au commerce de son père

### *Le personnel cadre et les employés*

Au cours des années 1940 et 1950, la caisse compte sur un personnel restreint. Tout au plus deux personnes sont à plein temps, deux autres travaillent à temps partiel. L'engagement se fait de façon informelle, recrutant souvent dans la parenté de l'un ou l'autre des dirigeants de la caisse. Au niveau salarial il n'y a pas de politique générale, on y va selon les besoins immédiats. Dans une réunion en 1951, les dirigeants du conseil d'administration discutent de l'embauche soit d'un homme, soit d'une femme. Les

<sup>17</sup> L'emplacement de la caisse populaire varie selon le gérant en poste, c'est-à-dire tantôt dans le commerce du père d'un commis d'épicerie, tantôt chez un épiciers-boucher de la paroisse.

arguments vont bon train: « ...certains préfèrent un homme, d'autres une femme en raison du salaire moins élevé que la caisse doit déboursier ». Suite à cette réunion, on embauche deux caissières à temps partiel.

Dans les modalités d'embauche, on remarque un certain arbitrage de la direction. À l'engagement des deux caissières à temps partiel, la caissière en place refuse de les former à moins d'obtenir une augmentation substantielle de son salaire. Des discussions se poursuivent et les élus acceptent de hausser son revenu. Autre condition qu'ils se doivent de respecter : trois semaines de préavis devront être données avant de songer à toute modification de tâches du personnel ou de la grille de travail. Au cours des années cinquante, deux hommes sont engagés, l'un à titre d'assistant-gérant, l'autre comme caissier.

En ce qui concerne les augmentations salariales, chaque employé formule sa demande; certaines sont acceptées, d'autres sont refusées. Au milieu des années cinquante, la caisse augmente le salaire des employés sous recommandation de l'Union régionale. Un montant fixe est attribué pour répondre aux erreurs de caisse, l'excédent devient la responsabilité de la caissière ou du caissier. Aucun temps supplémentaire n'est rétribué, l'employé doit terminer le travail exigé dans le temps alloué ou prendre à sa charge le temps supplémentaire requis pour mener à terme sa tâche.

Les avantages marginaux font leur apparition en 1952 : la caisse adhère à l'assurance-vie et au fonds de pension de la Fédération régionale des caisses populaires Desjardins. Cependant, seuls les élus et le gérant ont droit à ces avantages. En ce qui concerne les vacances et les congés de maladie, l'ancienneté est, là aussi, considérée. À partir de 1956, chaque employé a une semaine de vacances payée aux fêtes, et après deux ans s'ajoutent deux semaines de vacances payées au cours de l'année.

### *Les stratégies financières et administratives*

Le profil social des élus et les rapports qu'ils entretiennent avec le milieu influent sur les décisions touchant les pratiques financières et administratives de la caisse. Par exemple, jusqu'au début des années soixante, les relations entretenues entre les élus, le gérant et le curé de la paroisse ne sont pas étrangères aux orientations prises, dans les politiques de prêts. Notre but n'étant pas de faire une analyse strictement financière<sup>18</sup> de la Caisse Sainte-Marguerite, nous avons plutôt établi les relations entre les bases sociales de la direction et les stratégies financières de la caisse.

Trois questions ont été à la base de notre analyse : quelles sont les politiques de prêts établies par les dirigeants de la caisse? À qui s'adressent-elles? Sous quelle forme le prêt est-il privilégié? Pour avoir un portrait précis du sociétaire et du profil socio-économique de l'emprunteur, la consultation des dossiers d'adhésion et d'emprunt des sociétaires de la

---

<sup>18</sup> L'analyse des activités administratives et financières d'une caisse demande un travail considérable, surtout pour une période aussi longue que celle de notre étude. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte, beaucoup d'avenues sont à explorer pour comprendre l'ensemble.

caisse aurait été nécessaire. Cependant ces documents n'existant plus<sup>19</sup>, il nous faut nous tourner vers d'autres sources beaucoup moins précises. Les documents qui demeurent à notre disposition sont les procès-verbaux du conseil d'administration, de la commission de crédit, du conseil de surveillance et des assemblées générales de la Caisse Sainte-Marguerite. C'est dans les procès-verbaux de la commission de crédit que nous retrouvons les décisions prises par les commissaires sur les demandes de prêts. Hélas, les procès-verbaux de notre première période sont incomplets et les données inscrites sont assez fragmentaires. De plus, ceux qui couvrent les années 1943 à 1948 ont disparu des archives de la caisse<sup>20</sup>. Ainsi, très peu d'informations sont disponibles sur le profil de l'emprunteur et les raisons de son emprunt. Cependant, les procès-verbaux de la commission de crédit disponibles jusqu'en 1942, ajoutés aux données recueillies dans les rapports d'inspection de l'Union permettent de cerner les politiques de prêts établies par les dirigeants de la caisse.

Dans l'analyse des données financières, nous avons porté notre attention sur les pratiques de prêts, à savoir le crédit à la production et le prêt sur hypothèque, ceci dans le but de faire ressortir les politiques développées en matière de crédit. D'autre part, l'analyse des revenus et dépenses a permis de préciser les rapports entre la caisse et les sociétaires.

---

<sup>19</sup> À la fin des années 1980, une nouvelle politique a été élaborée par la Confédération des caisses populaires Desjardins en ce qui a trait à la conservation des documents. À partir de cette même année, tous les documents doivent être détruits à l'exception des procès-verbaux des quatre dernières années. Dans la région Mauricie, Bois-Francs une personne de la Fédération a été attitrée à cette tâche. Plus vite que nous, bien des caisses populaires de la région ont été visitées par cette personne, beaucoup de documents concernant l'historique des caisses n'existent plus.

<sup>20</sup> Ces années correspondent au mandat d'un gérant. Comme la caisse était établie dans le lieu de travail ou de résidence du gérant en poste, on peut supposer que les livres n'ont probablement pas été acheminés à celui qui l'a remplacé.

### *L'actif de la caisse*

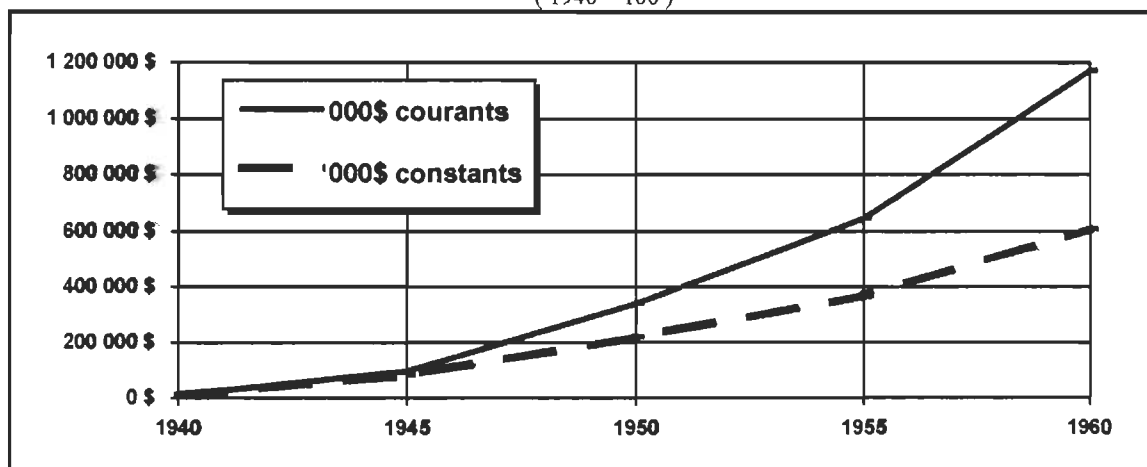
Comme beaucoup de coopératives d'épargne et de crédit fondées dans les années 1930, la Caisse populaire Sainte-Marguerite connaît des débuts modestes. À la fin de sa première année d'existence, elle enregistre un actif de 1 870,77 \$. Deux ans plus tard, en 1940, son actif a plus que quadruplé en enregistrant un montant de 8 245,50 \$ ( tableau V ). A l'aube de la décennie des années 1960, la caisse enregistre son premier million d'actif. Cependant, l'analyse de ces mêmes chiffres en dollars constants ( graphique I ), nous démontre une progression plus modérée de l'actif.

Tableau V  
ACTIF DE LA CAISSE SAINTE-MARGUERITE AUX CINQ ANS : 1940-1960

Année	Actif	Encaisse		Placement		Prêts	
		montant	%	montant	%	montant	%
1940	8 245,50\$	2 843,07\$	35%	1 100,00\$	13%	4 222,43\$	51%
1945	95 410,18\$	15 142,20\$	16%	4 650,00\$	5%	75 392,98\$	79%
1950	339 266,40\$	162 868,52\$	48%	27 810,00\$	8%	146 889,85\$	43%
1955	645 234,12\$	234 326,76\$	36%	104 853,98\$	16%	283 393,38\$	44%
1960	1 173 384,82\$	203 709,22\$	17%	333 957,92\$	28%	594 810,02\$	51%

Source : Rapports d'inspection de la Fédération des caisses populaires Desjardins  
Pourcentage arrondi

Graphique I  
ACTIF DE LA CAISSE EN DOLLARS CONSTANTS  
( 1940 = 100 )



Source : Statistiques historiques du Canada , édition 1965

Les services administratifs de la caisse Sainte-Marguerite sont peu développés et les politiques financières en matière de prêts sont assez rudimentaires jusqu'aux années soixante. Les dirigeants se réunissent la plupart du temps à la résidence du secrétaire-gérant pour adopter ou refuser les demandes d'emprunt. L'administration du crédit accordé ainsi que la gestion des épargnes sont assumées par le gérant.

Selon les taux établis par l'Union, les caisses populaires doivent maintenir un taux de liquidité<sup>21</sup> autour de 50% pour se protéger face à des retraits massifs. Les dirigeants de la Caisse populaire Sainte-Marguerite semblent, dans les années 1940, porter peu d'attention aux demandes répétées de l'Union. En 1945, la liquidité totalise 21% de l'actif au profit du portefeuille de prêts qui atteint près de 80% de l'actif, ce qui vaut à la caisse de sévères remontrances de la part de l'inspecteur de l'Union. En 1947, dans son rapport, il réitère ses mises en garde sur les taux exorbitants de prêts consentis en comparaison des dépôts des sociétaires: « Nous constatons que les dépôts des sociétaires sont prêtés dans une proportion de 100,6% . Si une course était faite sur votre caisse ou si la dépression attendue arrivait plus vite que prévue, ne croyez-vous pas que vous ne seriez nullement en mesure de suffire aux besoins des retraits<sup>22</sup>... ». Durant les années 1950, le pourcentage accordé aux prêts baisse pour se situer, en 1960, autour de 50%. L'autre moitié de l'actif se partage entre l'encaisse et le placement. Les rapports encaisse/placement sont inversés en 1960 au profit de la rubrique du placement.

---

<sup>21</sup> La liquidité comprend l'encaisse et les placements.

<sup>22</sup> Rapport d'inspection de la Caisse populaire Sainte-Marguerite-de-Cortone de Trois-Rivières, 25 mars 1947, Fédération des caisses populaires Desjardins, Lévis.

C'est par le biais des placements et des prêts que les caisses populaires voient à faire fructifier l'argent déposé dans leurs coffres. Selon des données recueillies, le placement est concentré dans les services publics ( municipalités, commissions scolaires ) et les institutions religieuses ( la Fabrique, les communautés religieuses ). Les obligations placées aux deux paliers gouvernementaux provincial et fédéral font leur apparition à la fin de la période, en 1958. Au cours de la période observée, la Caisse populaire Sainte-Marguerite privilégie le crédit. Le placement occupe une faible part de l'actif durant les années 1940 et 1950, surtout entre les années 1945 et 1950 où le pourcentage se situe respectivement autour de 5 et 8%. L'actif est affecté principalement à l'octroi de prêts<sup>23</sup>.

### *Le crédit*

Entre 1938 et 1960, les prêts se retrouvent sous deux formes: le prêt sur billet, dont le montant est prêté à court ou moyen terme, sert à l'achat de biens de production<sup>24</sup> et de biens essentiels et le prêt hypothécaire. L'emprunteur doit déclarer ce qu'il entend faire de l'argent et avoir une caution. La discontinuité des sources ne permet pas d'établir la proportion des diverses formes de prêts octroyés durant la période qui couvre 1938 à 1960. Cependant, ce qui ressort de ces données montre que le portefeuille de prêts est surtout

---

<sup>23</sup> Le crédit octroyé, entre autres, aux sociétaires propriétaires des maisons de la Coopérative d'habitation Sainte-Marguerite occupe une bonne part du portefeuille de prêts.

<sup>24</sup> Le prêt à la consommation n'était aucunement encouragé et était même dénoncé par l'Union des caisses populaires Desjardins. Ce n'est que vers la fin des années cinquante et au cours des années soixante que le prêt à la consommation est accepté, et ce, non sans réticences de la part des dirigeants au sein de la Fédération.

consacré aux particuliers. La Fabrique et une coopérative agricole bénéficient également de prêts entre 1955 et 1960<sup>25</sup>.

Tableau VI  
PRÊTS DE LA CAISSE SAINTE-MARGUERITE AUX CINQ ANS : 1940-1960

Année	Actif	Prêts		Reconnaissance de Dettes		Hypothèque	
		montant	%	montant	%	montant	%
1940	8 245,50\$	4 222,43\$	51%	N.D.	-----	N.D.	-----
1945	95 410,18\$	75 392,98\$	79%	15 882,59\$	21%	59 510,39\$	79%
1950	339 266,40\$	146 889,85\$	43%	40 988,52\$	28%	105 901,33\$	72%
1955	645 234,12\$	283 393,38\$	44%	25 285,53\$	9%	248 457,85\$	88%
1960	1 173 384,82\$	594 810,02\$	51%	84 139,07\$	14%	507 619,95\$	85%

Sources : Rapports d'inspection de la Fédération des caisses populaires Desjardins

Selon les informations recueillies dans les procès-verbaux de la commission de crédit plus de la moitié des prêts, de 1938 à 1942, sont octroyés sous forme de prêts sur billet aux cultivateurs et aux commerçants locaux pour l'achat de biens de production<sup>26</sup>. Les premiers empruntent généralement pour l'achat de semences, d'engrais, d'animaux et de machineries agricoles, ou pour effectuer des réparations sur la ferme. Les seconds empruntent pour rénover ou agrandir leur commerce, ou encore pour payer des salaires. Les autres prêts sont attribués pour payer des factures d'épicerie, des médicaments, l'hôpital, etc. Les demandes pour l'achat de meubles, d'autos, pour le paiement des comptes divers ou pour un voyage sont systématiquement refusées par la commission de crédit. Seul le crédit productif ou destiné à l'acquisition de biens essentiels est accepté. L'autre forme de prêt privilégié est le prêt hypothécaire utilisé pour acheter un terrain, construire, payer une partie de la maison, réparer la toiture, rénover, etc.

<sup>25</sup> Comme nos sources sont à l'état fragmentaire, il se peut qu'ils aient bénéficié de sommes du portefeuille de prêt durant d'autres années.

<sup>26</sup> Le détail des prêts octroyés se retrouve dans les procès-verbaux de la commission de crédit de 1938 à 1942. Ceci nous a permis de connaître le profil des emprunteurs et la raison de l'emprunt.



De fortes hausses sont observables dans les prêts hypothécaires à partir de 1945 (année de la construction des premières maisons de la coopérative d'habitation ). En 1947, l'inspecteur de l'Union réprimande la manière dont sont octroyés ces prêts :

... on constate que la plupart des emprunteurs sur hypothèque ont acheté leur terrain d'une coopérative d'habitation, laquelle a acquis des terrains directement de la cité de Trois-Rivières, cependant après renseignements sérieux nous sommes d'avis qu'il serait préférable d'exiger quand même un certificat de recherche. De cette façon, on courait (sic ) certainement moins de risque ...<sup>27</sup>.

Dans les faits, l'inspecteur n'a pas à s'inquiéter, le curé de la paroisse y voit. Il est la caution hypothécaire de la plupart des propriétaires des maisons de la coopérative et il s'assure que les modalités des prêts consentis soient respectées<sup>28</sup>.

Somme toute, deux périodes se distinguent nettement : la première ( 1938-1945 ) renvoie à la prédominance du crédit de production, pendant laquelle les cultivateurs et les commerçants sont les principaux bénéficiaires. La seconde période ( 1946-1959 ) se caractérise par le prêt hypothécaire qui coïncide avec l'implantation et le développement de la coopérative d'habitation.

### *Les revenus et dépenses de la caisse*

L'un des principes coopératifs étant de redistribuer à l'intérieur même de l'association, entre les membres, les bénéfices réalisés proportionnellement aux transactions faites, nous

<sup>27</sup> Rapport d'inspection de la Caisse populaire Sainte-Marguerite-de-Cortone de Trois-Rivières, 25 mars 1947. Fédération des caisses populaires Desjardins, Lévis, p. 4.

<sup>28</sup> Même s'il n'est pas officiellement élu à l'une des instances, le curé de la paroisse est très présent jusqu'aux années soixante-dix. On retrouve souvent dans les procès-verbaux du conseil d'administration des commentaires formulés par celui-ci ou encore des avis sur des sujets concernant les paroissiens.

avons tenu compte de cette redistribution en considérant les revenus et dépenses annuels de la caisse. Trois questions se posent : comment se fait cette redistribution? Quelle est la part qui retourne aux sociétaires? À quoi est consacré le montant conservé par la caisse?

Tableau VII  
REVENUS ET DÉPENSES AUX CINQ ANS 1940-1959

Année	1940	1945	1950	1955	1959
Revenus bruts	242,76\$	4 526,85\$	9 638,63\$	25 130,87\$	48 305,34\$
Dépenses	180,51\$ (74%)	4 036,14\$ (89%)	8 669,01\$ (90%)	22 006,59\$ (88%)	42 187,56\$ (87%)
Partage	62,25\$ (26%)	490,71\$ (11%)	949,62\$ (10%)	3 124,28\$ (12%)	6 117,78\$ (13%)

Sources: Rapports d'inspection de l'Union des caisses populaires Desjardins  
Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1940-1959

Nous avons relevé, par tranches de cinq ans, les revenus bruts ( tableau VII ) que la caisse perçoit annuellement. Nous avons établi le pourcentage des sommes prélevées pour régler les dépenses encourues au cours de l'année, c'est-à-dire les salaires et les frais de fonctionnement, la dépréciation de l'inventaire et de l'immeuble ( à partir de 1952 ), les intérêts versés aux épargnants et les primes d'assurance-vie ( à partir de 1955 )<sup>29</sup>. Le montant restant ( tableau VIII ) représente le revenu net que la caisse partage avec ses sociétaires : la ristourne, le boni sur le capital social pour les sociétaires, les Fonds de réserve et de prévoyance constituant le patrimoine de la caisse.

Tableau VIII  
RÉPARTITION EN % DES BÉNÉFICES NETS

	1940	1945	1950	1955	1959
Bénéfices nets	62,25\$	490,71\$	949,62\$	3 124,28\$	6 117,78\$
Caisse	(48,80\$)	(425,27\$)	(766,97\$)	(1 795,40\$)	(4 100,00\$)
-Fonds réserves/prévoyance	78%	87%	81%	57%	67%
Sociétaires	(13,45\$)	(65,44\$)	(182,65\$)	(1 328,88\$)	(2 017,78\$)
- Bonis sur capital social	22%	13%	19%	43%	33%

Sources: Rapports d'inspection de l'Union des caisses populaires Desjardins  
Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1940-1959

<sup>29</sup> Voir annexe VII pour détail des rubriques.

Les revenus bruts réalisés s'accroissent rapidement au cours des vingt premières années, passant de 242.76 \$ en 1940 à un total de 48 305.34 \$ en 1959. C'est au conseil d'administration de voir à la redistribution des revenus. Il soustrait les dépenses encourues au cours de l'année et soumet à l'assemblée générale un projet de partage des revenus nets réalisés. Ainsi, avant même que les sociétaires et les administrateurs se soient rencontrés en assemblée générale, plus de la moitié des revenus passe à la gestion de la caisse.

Les dépenses que la caisse doit assumer sont reliées principalement à la masse salariale, aux bénéfices sociaux et aux frais de fonctionnement. Bien que le gérant assume bénévolement sa tâche, il reçoit dès 1940 des sommes sous forme de boni, d'allocations et de frais de représentation. À partir de 1949, il commence à recevoir une rémunération salariale proprement dite. Celle-ci s'ajoute au salaire versé, depuis 1945, à la caissière.

D'autres dépenses que la caisse doit assumer sont les frais de fonctionnement. Comme nous l'avons précisé précédemment, de 1938 à 1948 les activités de celle-ci se trouvent localisées dans l'établissement du gérant. Ainsi, la caisse lui défraie des coûts de loyer pour l'espace occupé. En 1945, le gérant a reçu en allocation 780 \$ pour l'année et un montant de 360 \$ lui a été versé en loyer<sup>30</sup>. En 1948, avec la démission du gérant, les dirigeants doivent déménager la caisse populaire dans un autre lieu. Celle-ci est relocalisée, jusqu'en 1952, dans la salle paroissiale, moyennant un loyer annuel de 60 \$ à la Fabrique.

---

<sup>30</sup> Procès-verbal du conseil d'administration de la Caisse populaire Sainte-Marguerite-de-Corone, 20 décembre, 1945

Cependant, en 1952 le curé veut récupérer l'espace. À partir de ce moment la possibilité de construire n'est pas exclue.

Les administrateurs sont devant une décision importante à prendre. L'acquisition d'un bâtiment demande inévitablement un investissement d'ordre monétaire. Deux solutions sont apportées. La première vient d'un représentant de l'Union régionale qui suggère que « ... le surplus des bénéfices sur les dépenses, ainsi qu'une certaine proportion des bénéfices de l'année soit mis sur l'immeuble en paiement ». L'autre est soumise par le curé qui « ... suggère de demander aux sociétaires de souscrire une autre part sociale à la caisse pour aider la réalisation de la bâtisse de la caisse<sup>31</sup> ».

Rien ne nous indique si les propositions avancées par le représentant de l'Union régionale et le curé ont été prises en considération. Cependant, on constate qu'entre 1950 et 1955, les bénéfices de la caisse ont plus que triplé. La proportion des bénéfices nets versés aux Fonds de réserve et de prévoyance ont diminué tandis que le boni retourné aux sociétaires a fait un bon de plus de 20% en cinq ans. On peut supposer que la sollicitation auprès des membres, afin de favoriser l'achat d'un immeuble pour la caisse populaire, ait pu avoir une certaine répercussion sur le partage des bénéfices nets<sup>32</sup>.

---

<sup>31</sup> Procès-verbal du conseil d'administration Caisse populaire Sainte-Marguerite-de-Cortone, 25 janvier, 1952.

<sup>32</sup> En 1952 les dirigeants de la caisse acquièrent l'immeuble de monsieur Alcide Leclerc pour y installer les bureaux de la caisse jusqu'au mois de janvier 1964 (déménagement dans un nouvel immeuble construit et adapté pour les besoins de la caisse).

### **Conclusion de cette première période**

En vingt ans la Caisse populaire Sainte-Marguerite a recruté, en nombre de sociétaires, plus du quart de la population de la paroisse Sainte-Marguerite-de-Cortone de Trois-Rivières. Elle a participé activement au développement territorial et résidentiel, en axant principalement son crédit dans le secteur de la construction. Dans une première phase, de 1938 à 1945, le prêt productif est accordé aux cultivateurs et aux commerçants locaux. Dans une deuxième phase, 1946 à 1960, le prêt hypothécaire est nettement privilégié, favorisant les propriétaires des maisons de la coopérative d'habitation<sup>33</sup>.

Les relations interpersonnelles entre les agents de la petite propriété et le curé sont fortement ancrées dans le milieu paroissial. On peut affirmer que les rapports personnalisés sont étroitement liés aux pratiques financières de la caisse. Comme nous l'avons étayé dans ce chapitre, durant ces vingt premières années ce sont les agents de la petite propriété, notamment les cultivateurs, les petits commerçants et le curé qui contrôlent dans une large mesure les instances décisionnelles de la caisse. Les commerçants locaux sont particulièrement actifs après la Deuxième Guerre mondiale jusqu'au milieu des années 1960. Ils seront, ensuite, supplantés par les agents d'encadrement et les spécialistes durant les décennies 1960 et 1970.

---

<sup>33</sup> Le curé agit à titre de caution pour de nombreux emprunteurs hypothécaires. Il devient un pilier essentiel entre la caisse et les sociétaires tant par sa présence à titre de président honoraire au sein du Conseil d'administration que par sa présence comme administrateur de la coopérative d'habitation.

Le curé est un pivot central autour duquel plusieurs relations sont établies et plusieurs décisions sont prises<sup>34</sup>. L'implication des élus et du gérant dans les organismes religieux de la paroisse et, surtout, l'interaction entre le développement résidentiel et la coopérative d'habitation sont deux exemples de l'influence du curé, tant dans le milieu paroissial qu'à l'intérieur de la caisse populaire. On remarque cette omniprésence dans le crédit octroyé sous forme de prêts hypothécaires entre 1945 et 1960. La Fabrique n'est pas négligée, elle reçoit sous forme de prêts, de placements et de dons des montants appréciables.

La présence et l'influence du gérant n'est pas à négliger. Celui-ci occupe le poste tout en assumant un travail rémunéré<sup>35</sup>. La fonction est assumée à plein temps et rétribuée à partir de 1949 seulement. La profession d'épicier qu'il exerce pendant de nombreuses années lui permet d'avoir une connaissance intime des résidents de la paroisse. Outre le curé, qui mieux que l'épicier peut juger de la conduite « morale » d'éventuels emprunteurs à la caisse populaire? Dans un commerce comme l'épicerie de quartier, plusieurs choses se transigent : du crédit aussi bien que des « potins » sur tous et chacun.

Les relations interpersonnelles entre les dirigeants et les sociétaires issus du même milieu sont aussi présentes. À l'époque où les agents de la petite propriété sont majoritaires aux instances décisionnelles de la caisse, on remarque un nombre considérable de prêts

---

<sup>34</sup> Procès-verbal du Conseil d'administration du 17 janvier 1947 : « Demande au curé de faire une causerie à l'assemblée générale sur la caisse populaire ». Du haut de sa chaire le dimanche il invite les paroissiens à épargner et déposer leur argent à la caisse populaire.

<sup>35</sup> Deux personnes ont assumé successivement le poste de gérant. Le premier était commis à l'épicerie de son père, l'autre était un épicier-boucher dont le commerce était situé aussi dans la paroisse.

octroyés aux cultivateurs ainsi que des prêts pour payer les factures en souffrance chez les commerçants de la paroisse. Dans les documents que nous avons pu consulter, il n'est pas rare de voir deux individus s'offrir mutuellement comme caution pour emprunter. Cette pratique est assez courante entre les cultivateurs. L'un accepte de « cautionner » l'autre pour un emprunt, quelques mois plus tard, c'est l'inverse. Ainsi les deux personnes ont pu bénéficier du crédit de la caisse.

En dernier lieu, on ne peut ignorer les étroites relations qui existent entre la direction et le personnel de la caisse. Les caissières engagées sont issues du noyau familial de certains dirigeants de l'institution. Comme nous l'avons souligné antérieurement, les gérants qui se sont succédé proviennent du milieu de la petite propriété locale. L'un est fils d'un épicier de la paroisse et commis dans le commerce de son père. L'autre est lui-même un commerçant de la paroisse.

L'expansion et les amputations du territoire de la paroisse Sainte-Marguerite au profit du développement d'une zone industrielle à la fin des années 1950, de la fondation de la ville de Trois-Rivières-Ouest en 1963 et l'érection canonique de la paroisse Jean XXIII en 1972, donnent lieu à des transformations majeures au sein de l'organisation de la Caisse populaire Sainte-Marguerite. Avec son premier million d'actifs, celle-ci fait face à de nouveaux défis, qu'elle se doit de relever aux cours des décennies 1960 et 1970.

L'engagement en 1959 d'un comptable pour assumer la gérance crée une nouvelle dynamique. Plus près de la logique entrepreneuriale que de l'association, le gérant va s'entourer d'un personnel de plus en plus spécialisé afin de répondre adéquatement aux besoins des sociétaires, et offrir les nouveaux services mis en place par le Mouvement Desjardins au cours des années 1950 et qui vont prendre de l'ampleur dans les années 1960.



### **CHAPITRE III**

#### **DE L'ASSOCIATION À L'ENTREPRISE COOPÉRATIVE: 1960-1980**

Dans ce troisième chapitre nous verrons les changements qui affectent l'aire territoriale et l'organisation interne de la caisse entre 1960 et 1980. Nous verrons comment ces transformations ont modifié les relations de la caisse avec le milieu paroissial, et comment au sein même de la caisse se sont développés les rapports entre les dirigeants élus, le personnel rémunéré et les sociétaires. Comme nous l'avons constaté dans le chapitre précédent, la Caisse populaire Sainte-Marguerite s'implante et évolue au rythme de l'expansion territoriale et de la croissance démographique de la paroisse. Au cours des décennies 1960 et 1970, le territoire desservi par la caisse se modifie considérablement; les nouvelles limites territoriales de la paroisse et l'accroissement du volume d'affaires amènent celle-ci à modifier sa structure organisationnelle. De nouveaux rapports s'établissent entre les acteurs, de nouveaux groupes sociaux se positionnent au sein des instances et de nouvelles pratiques financières voient le jour.

##### **L'éclatement du cadre paroissial**

La poussée démographique de la paroisse Sainte-Marguerite provoque un développement de la partie nord-ouest de son territoire. Petit à petit l'expansion résidentielle et commerciale envahit les terres agricoles, les terres à bois et les érablières. La zone industrielle qui a commencé à poindre au cours des années 1950 se développe rapidement au cours des années 1960. La fondation de la ville de Trois-Rivières-Ouest en

1963 entraîne l'amputation d'une partie de la paroisse Sainte-Marguerite. Dorénavant, tout ce qui est au-delà du boulevard des Récollets s'intègre à la nouvelle ville. En 1971, on procède à l'érection canonique de la paroisse Jean XXIII.

Les infrastructures du parc industriel de la ville de Trois-Rivières-Ouest sont mises en place au cours de l'année 1965 avec l'achat de 400 000 mètres carrés de terrain<sup>1</sup>. Cependant, ce n'est qu'au cours des années 1970 que s'implante une première industrie, Mc. Équipement. En 1978, on dénombre 29 entreprises<sup>2</sup> dans le quadrilatère formé par les rues de l'Industrie, Sidbec, Saint-Joseph et le boulevard Jean XXIII. Le secteur de la vente de biens et services spécialisés prédomine sur les rues de l'Industrie et Saint-Joseph. La vente de voitures et de services directement reliés au transport<sup>3</sup> dominant sur les autres services. Ce n'est que vers la fin des années 1970, début 1980, que se développe l'artère commerciale qui longe le boulevard Jean XXIII. On y retrouve des services en alimentation, en soins professionnels et financiers.

Jusqu'au milieu des années 1970, la construction résidentielle retient l'attention. Les groupes associés aux éléments anciens et nouveaux de la petite bourgeoisie établissent leur lieu de résidence dans les quartiers de la ville de Trois-Rivières-Ouest, sur les rues de la

---

<sup>1</sup> Les limites du parc industriel de la ville de Trois-Rivières-Ouest sont les rues Sidbec, Saint-Joseph et de l'Industrie.

<sup>2</sup> Carte industries de Trois-Rivières-Ouest, cote 615.984.gf829, cartothèque UQTR.

<sup>3</sup> Garages Micho'tomobile, Maurice Honda, Bernard auto., Jean XXIII autorama, etc., Beaulieu transports, Autobus Saucier, Asphalte Spemont, etc.

Côte Rosemont, la Côte Richelieu, ainsi que les rues avoisinantes Cherbourg, Pontoise, Toulouse, Des Chênes.

### **Les rapports au milieu: les nouvelles bases sociales de la caisse**

#### **Le sociétariat**

À partir des années 1960, la caisse dessert un territoire modifié considérablement par l'implantation d'une ville et l'érection canonique d'une nouvelle paroisse. Le sociétariat de la caisse se diversifie, les dirigeants doivent s'ajuster à de nouvelles réalités économiques et sociales. En 1971, à la fondation de la paroisse Jean XXIII, sur une population de 3 000 paroissiens, on en dénombre 760 qui sont membres de la caisse. Selon les statuts et règlements de la coopérative, les sociétaires de la caisse, résidant dans la ville de Trois-Rivières-Ouest deviennent des membres auxiliaires. N'étant pas membres à part entière, ceux-ci sont soumis à certaines restrictions dans leurs transactions. Pour les dirigeants, il s'avère important de reconnaître le statut de membre à part entière à tous les sociétaires de la coopérative. En 1972, ils décident avec l'accord des sociétaires de desservir directement les actuels et futurs résidents de la paroisse Jean XXIII. Contrairement à la philosophie de base d'Alphonse Desjardins, une caisse par paroisse, Sainte-Marguerite décide d'ouvrir un **comptoir financier**.

L'expansion territoriale de la Caisse populaire Sainte-Marguerite n'est pas unique. À la fin des années 1950, et surtout au cours des années 1960, un débat a lieu au sein du

Mouvement Desjardins sur l'ouverture des limites paroissiales. En 1967, lors d'un congrès du Mouvement, anciens et nouveaux dirigeants de caisses populaires s'affrontent. Pour certains, l'ouverture des limites paroissiales signe la perte de contrôle sur la gestion et est contraire aux principes instaurés par Alphonse Desjardins. Pour d'autres, c'est enfin la possibilité de s'agrandir et d'accroître le membership et l'actif de leur caisse. Ce désir se retrouve chez les dirigeants de la Caisse populaire Sainte-Marguerite :

Vos dirigeants appliquent de façon concrète un des principes de base du système coopératif. La préoccupation est toujours présente chez ceux-ci de mettre les avantages du système coopératif à la disposition de la population. Ils décidèrent donc de se rapprocher des 3000 résidents du secteur Jean XXIII, en y installant un comptoir ...<sup>4</sup>.

Les limites territoriales ne sont toutefois modifiées officiellement qu'en octobre 1973.

On peut lire dans le procès-verbal de l'assemblée générale de la Caisse Sainte-Marguerite :

Considérant que 26% de nos membres sont reconnus comme des membres auxiliaires et considérant le désir de l'assemblée de régulariser le statut des membres sur proposition :

1- Que le territoire de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières qui était la paroisse Sainte-Marguerite-de-Cortone soit changé en celui de ville de Trois-Rivières, la ville de Trois-Rivières-Ouest et la cité du Cap-de-la-Madeleine.

[...]

3- Que les présentes modifications aux règlements soient soumises à l'Union régionale à laquelle la caisse est affiliée pour approbation<sup>5</sup>.

En janvier 1974, la *Gazette officielle* du Québec publie les changements apportés au territoire de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières. Les sociétaires qui résident à Trois-Rivières-Ouest, dans la paroisse Jean XXIII, sont maintenant des membres à part entière ayant le même droit de vote et les mêmes avantages que ceux de la paroisse

<sup>4</sup> Procès-verbal de l'assemblée générale spéciale de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières, 19 février 1973.

<sup>5</sup> Procès-verbal de l'assemblée générale spéciale de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières, 30 octobre 1973

Sainte-Marguerite-de-Cortone. Des 2 400 sociétaires en 1960 leur nombre passe à 9 501 membres en 1980. Au total 7 101 personnes adhèrent à la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières au cours des deux décennies ( 1960-1980 ).

### Les dirigeants

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, durant les vingt premières années, les agents de la petite propriété, composés en grande partie de cultivateurs, de commerçants locaux et le curé contrôlent les instances décisionnelles. À partir des années 1960, les agents d'encadrement et les professionnels salariés, à savoir les conseillers pédagogiques, les comptables, les contremaîtres, les directeurs, les gérants de personnel et les directeurs d'école investissent progressivement les postes de représentation. Ils en viennent à concurrencer fortement les anciennes élites ( commerçants et curé ) tout au long des décennies soixante et soixante-dix. Un avocat et un comptable agréé continuent, de façon alternative, à assurer la présence des professions libérales, alors que le monde des ouvriers et des employés accusent un recul important.

Tableau IX  
MANDATS DES DIRIGEANTS AUX  
COMITÉS DE REPRÉSENTATION DE LA CAISSE 1960-1980

Professions	Nombre d'individus	Mandats	% Arrondis
Agents de la petite propriété	13*	80	32%
Professions libérales et Clergé	3**	25	10%
Professionnels salariés et personnel d'encadrement	17	103	41%
Employés et ouvriers	8	45	18%
Total:	41***	253	101%

Sources: Procès-verbal assemblée générale de fondation de la Caisse populaire Sainte-Marguerite-de-Cortone,

Rapports d'inspections de l'Union régionale des caisses populaires Desjardins

\* inclut un indéterminé qui correspond à 2% des mandats. \*\* Le curé quitte en 1972

\*\*\* Le nombre inscrit pour chaque catégorie peut comprendre un même individu plus d'une fois

Pour la grille détaillée des professions, voir annexe VI

Soulignons que huit des élus en poste dans les années 1960 viennent gonfler le nombre des rentiers à siéger sur les comités au cours des années 1970 jusqu'à la fin de la période étudiée. Six d'entre eux sont issus des agents de la petite propriété et du personnel d'encadrement; les deux autres proviennent du monde ouvrier. Pour faciliter, l'analyse nous avons classé ces rentiers dans leur catégorie respective<sup>6</sup>.

Entre 1960 et 1980, vingt-neuf personnes siègent au conseil d'administration, à la commission de crédit et au conseil de surveillance<sup>7</sup>. En tout, on dénombre 253 mandats, d'une durée moyenne d'environ neuf ans. Cependant, dix dirigeants assument des mandats pendant douze, quinze et vingt ans<sup>8</sup>. Les professionnels salariés et le personnel d'encadrement occupent 41% des mandats entre 1960 et 1980. Les agents de la petite propriété, moins nombreux, effectuent pour leur part 32% des mandats. Ils continuent à siéger au cours des années 1970, mais leur présence se fait surtout sentir dans les années 1960. Quant aux cultivateurs, ils se retirent des instances de décision en 1965. Les employés et les ouvriers assument pour leur part 18% des mandats pour l'ensemble de la période. Il en va de même des représentants des professions libérales et du clergé avec 10% des mandats. Seulement trois personnes issues de ce dernier groupe occupent des postes de

---

<sup>6</sup> Les huit rentiers étaient répartis, à l'origine, dans les catégories suivantes : trois commerçants, un secrétaire d'une commission scolaire, un capitaine de police, un directeur du personnel et deux journaliers.

<sup>7</sup> Des 29 personnes qui ont assumé des mandats, certains d'entre-eux sont classés dans deux, trois et même quatre catégories professionnelles. C'est pour cette raison que nous retrouvons le chiffre 41 sous la colonne du nombre d'individus.

<sup>8</sup> Notre étude se terminant en 1980, plusieurs élus ( soit 14 ) poursuivent leur mandat après cette date, ce qui augmenterait d'autant leur durée en poste ( voir annexe IV ).

direction à tour de rôle. Le curé, très présent durant la première période, se fait plus discret au cours des années 1960 et ne siège plus après 1972.

Les relations de la caisse et de ses élus avec le milieu ont été fortement centrées autour du curé et des associations religieuses, de 1938 à 1960. Au cours de cette période, peu de dirigeants de la caisse se sont impliqués dans des organisations qui dépassaient les limites de la paroisse. Cependant, à l'aube des années 1960, certains s'engagent dans des associations dont le rayonnement des activités perce les limites du territoire paroissial. On commence à percevoir une distance entre les dirigeants et le curé. Trois facteurs peuvent expliquer cela : l'élargissement du sociétariat avec l'éclosion de la ville de Trois-Rivières-Ouest, la présence de nouveaux groupes sociaux au sein des instances décisionnelles de la caisse et, surtout, le départ du curé.

Le curé très présent et actif au sein du conseil d'administration de la caisse jusqu'au milieu des années 1960, se retire progressivement. Sa dernière intervention inscrite au procès-verbal du conseil d'administration concerne l'importance d'intervenir auprès des « autorités civiles » pour éliminer les taudis qui sont encore nombreux dans la ville de Trois-Rivières et relocaliser les familles pauvres qui y vivent<sup>9</sup>. Même s'il occupe son poste de président honoraire jusqu'en 1971, très souvent c'est son vicaire qui fait acte de

---

<sup>9</sup> Procès-verbal du 12 février 1968: « Suite à l'enquête sur l'habitation à Trois-Rivières que la caisse fasse pression sur l'autorité civile pour améliorer la situation des centaines de familles pauvres qui vivent dans des taudis ».

présence. Une présence qui devient plus passive qu'active. En 1972, le curé prend sa retraite.

L'implication sociale des dirigeants est maintenant orientée vers les associations, les corporations professionnelles et les conseils municipal et scolaire. Plusieurs se joignent à la Chambre de Commerce, à la Société Saint-Jean-Baptiste<sup>10</sup> ou dans des associations à caractère sportif; d'autres s'activent au sein de L'Ordre des comptables agréés, du Barreau, ou encore, deviennent des commissaires ou des échevins.

Contrairement aux années antérieures à 1960, plusieurs s'impliquent au niveau des paliers supérieurs du Mouvement Desjardins. Ils sont nombreux à participer à des rencontres sur différents sujets préparés par l'Union régionale, aux congrès provinciaux qui se tiennent à Montréal ou à Québec. Quelques-uns siègent sur différents comités à titre de représentants de la Caisse populaire Sainte-Marguerite<sup>11</sup>. Même les loisirs font leur apparition au milieu des années 1960 : tournois de golf, tournois de hockey, pièces de théâtre, etc., renforçant ainsi l'identification des dirigeants et des employés au Mouvement.

---

<sup>10</sup> L'élection du secrétaire/comptable de la Société Saint-Jean Baptiste de la Mauricie comme administrateur au conseil d'administration de la caisse peut expliquer en partie l'adhésion des autres dirigeants à cet organisme.

<sup>11</sup> À noter, que ce sont surtout les élus du conseil d'administration qui participent, ceux de la commission de crédit sont moins présents et ceux du conseil de surveillance sont pratiquement absents. Le président du conseil d'administration et le gérant de la caisse sont régulièrement délégué par le C.A. pour assister aux assemblées générales de l'Union régionale et à celles des Institutions du Mouvement des caisses populaires Desjardins.



L'implication de la caisse se fait aussi de façon très différente par rapport aux décennies 1940, 1950 et 1960. Au fil des ans, la présence de la caisse dans le milieu paroissial devient plutôt symbolique : un fond budgétaire est créé pour l'achat de billets et pour les souscriptions ou les dons à quelques causes qui reviennent de façon automatique à chaque année. La caisse s'active plutôt dans le milieu en s'alliant aux différents intervenants économiques régionaux : adhésion au Conseil économique régional de la Mauricie (1966), au Conseil régional du bien-être de la Mauricie (1970), à l'Association coopérative d'économie familiale de Shawinigan (1973), au Conseil du développement de la région Mauricie, Bois-Francs (1974), à l'association coopérative d'économie familiale de Trois-Rivières (1975), à l'association touristique du coeur du Québec (1978).

Outre son implication officielle au sein des diverses instances du Mouvement Desjardins et des organismes économiques de la région, la caisse continue à promouvoir « l'esprit d'épargne » dans la population. Plusieurs caisses scolaires voient le jour dans les écoles des paroisses Sainte-Marguerite et de Jean XXIII. Au cours des années soixante-dix toute une série de cours sur l'épargne et l'économie familiale<sup>12</sup> sont offerts aux membres de la caisse, en collaboration avec la Fédération du Mouvement Desjardins.

---

<sup>12</sup> Cours préparés par la Fédération des caisses populaires Desjardins et offerts par le réseau des Unions régionales aux sociétaires à travers le Québec.

### **Le déplacement du pouvoir**

Pour la caisse, l'ouverture des limites territoriales offre un marché potentiellement intéressant. La ville de Trois-Rivières-Ouest attire de nouveaux groupes sociaux. Les professeurs, les cadres d'entreprise, les professions libérales élisent domicile dans cette ville et investissent les instances de représentation de la caisse. En 1980, sur 13 élus au conseil d'administration, à la commission de crédit et au conseil de surveillance, neuf demeurent dans la paroisse Jean XXIII à Trois-Rivières-Ouest.

Le conseil d'administration prend de l'importance par rapport à la commission de crédit et au conseil de surveillance. Les administrateurs se rencontrent sur une base hebdomadaire et les décisions touchant les politiques financières ( prêts hypothécaires ou à la consommation ) et administratives ( relations de travail ) sont entièrement prises par eux. Les commissaires de crédit se réunissent à une fréquence mensuelle, ils étudient les demandes de prêts, selon les politiques et taux établis par le conseil d'administration. Les commissaires ne font qu'entériner, à partir de 1960, les décisions des administrateurs en matière de crédit. Ceci constitue un premier indicateur du déplacement du pouvoir vers le conseil d'administration. Contrairement aux deux autres instances, le conseil de surveillance est moins actif. La convocation de ses membres se fait de façon sporadique, à des fréquences allant de quatre à huit rencontres annuellement. Dans le cas de décisions majeures, tels les conventions de travail, l'aménagement et le réaménagement des bâtiments, les trois instances se réunissent. Souvent, un représentant de l'Union des caisses

populaires de Trois-Rivières se joint à eux, surtout en ce qui a trait aux relations de travail au sein de la caisse.

### *La gérance*

On constate à travers les procès-verbaux du conseil d'administration que les administrateurs confient de plus en plus au gérant la responsabilité de représenter la Caisse populaire Sainte-Marguerite aux différentes composantes<sup>13</sup> du Mouvement des caisses populaires Desjardins. L'implication du gérant à titre de délégué au sein des comités du Mouvement se multiplie au cours des ans. Il assiste à plusieurs sessions de formation données soit par l'Union régionale, soit par l'institut coopératif Desjardins à Montréal ou à Québec. Enfin, il participe au même titre que les autres dirigeants de la caisse aux diverses activités de loisirs organisées par l'Union régionale et la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec.

De 1960 à 1980, la gérance est assumée par un comptable de profession<sup>14</sup>. Dès son entrée en fonction, le travail accompli semble ravir l'inspecteur de la Fédération des caisses populaires. Autant s'accumulent les reproches et réprimandes dans les rapports d'inspection de la caisse entre 1940 et 1960<sup>15</sup>, autant les félicitations abondent pour le

<sup>13</sup> Institutions du Mouvement Desjardins: Les assurances coopératives Desjardins : Société d'assurance des caisses populaires, Assurance-vie Desjardins, La Sauvegarde cie assurance, La Sécurité, Fédération des caisses populaires Desjardins , Institut coopératif Desjardins, Société de fiducie du Québec, Placement collectif, etc.

<sup>14</sup> Entre au service de la caisse le 6 octobre 1959 jusqu'en 1989, année de sa retraite. Auparavant il était comptable à la Caisse populaire de Trois-Rivières.

<sup>15</sup> Rapport d'inspection de la Fédération des caisses populaires Desjardins, 1949 : « La limite pour les prêts est souvent dépassée, le gérant a fait preuve d'un peu trop de négligence sur certains rapports et assume un peu

travail accompli et l'ordre qui règne dans les livres de la caisse après 1960 : « Des progrès remarquables ont été accomplis dans tous les domaines depuis 1 an, entre autres dans le nombre de sociétaires, dans l'actif et dans l'apport au patrimoine<sup>16</sup> ».

Contrairement à ses prédécesseurs, ce gérant acquiert au cours des ans de plus en plus de pouvoir. Il exerce une influence décisive sur les pratiques financières et l'organisation du travail au sein de la caisse. On assiste progressivement à un déplacement du pouvoir sur certaines décisions, antérieurement prises par le conseil d'administration, vers le gérant. Ce deuxième indicateur est perceptible à partir du début des années 1970.

Le gérant devient un acteur de première importance au sein de la caisse. Dorénavant, il est un cadre supérieur rémunéré, qui voit à toutes les tâches administratives et rend compte de ses actes aux instances décisionnelles. Au cours des années 1960, sous sa direction se greffe un personnel spécialisé pour répondre aux besoins des sociétaires. Une nouvelle dynamique plus près de la logique entrepreneuriale que de celle de l'association se développe dans l'organisation de la caisse : accroissement du personnel, ascension des cadres, spécialisation des postes, syndicalisation.

---

trop de responsabilités inutiles sur d'autres points. » En 1952 : « Pour la quatrième fois nous recommandons à M. le gérant d'établir deux caisses, afin que chaque caissier soit responsable de son « encaisse ». Rapport d'inspection de la Fédération des caisses populaires Desjardins, 1956 : « En général la classification est négligée, sinon délaissée ». Rapport d'inspection de la Fédération des caisses populaires Desjardins, 1959 : « Un compte à découvert ne constitue ni plus ni moins qu'un prêt sans garantie et sans autorisation de la Commission de crédit engageant la responsabilité du gérant qui le consent et des membres dirigeants qui tolèrent un tel état de chose. »

<sup>16</sup> Rapport d'inspection de la Fédération des caisses populaires Desjardins, 1 avril 1963, p. 1

*Les relations de travail au sein de la caisse*

L'arrivée du personnel cadre et des employés ( tableau X ) amène des relations différentes entre les acteurs: de l'entraide mutuelle des vingt premières années, on passe aux services à la clientèle dans les années 1970. Entre la caisse et les sociétaires, on passe de relations d'interconnaissances à des rapports de clientèle. Loin d'être uniques, ces nouveaux rapports sont observables dans d'autres caisses populaires de la région :

Dès le milieu des années 1950, les filières familiales s'érodent. On passe d'une gestion paternaliste à une gestion plutôt taylorienne des rapports de travail. Pour l'essentiel, la nouvelle forme d'organisation du travail se caractérise par une dissociation entre la direction et l'exécution, l'émergence de fonctions intermédiaires, la déqualification et la féminisation des tâches subalternes de même que la généralisation du rapport salarial. [...] le personnel va s'affirmer comme pièce maîtresse dans l'administration et le fonctionnement des établissements locaux<sup>17</sup>.

L'accroissement du personnel provoque une réforme complète de la structure organisationnelle de la Caisse populaire Sainte-Marguerite. Au cours des vingt premières années, le gérant est le seul cadre au service de la caisse. En 1960 on lui assigne un assistant. À partir de la fin des années 1950 jusqu'en 1980 l'effectif de la caisse est en nette progression passant de cinq personnes, en 1960, à 31 personnes en 1980.

Tableau X  
Personnel cadre et employés de la caisse aux cinq ans 1940-1980

Année	1940	1945	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980
Cadres	1	1	1	1	2	3	2	5	5
Employés		1	1	2	3	6	9	13	26
Total	1	2	2	3	5	9	11	18	31

Source: Rapports d'inspecteur de la Fédération des caisses populaires Desjardins 1940-1955.

Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite 1960-1980

<sup>17</sup> Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier*, Québec, éd. Boréal, 1995, p. 190-192.

De nouvelles notions apparaissent dans l'organisation du travail : rentabilité, formation, boni, sollicitation auprès des membres deviennent les mots clés dans la gestion administrative de la caisse. L'engagement du personnel basé sur les liens de parenté est chose du passé. Dorénavant, la caisse confie à l'Union régionale l'engagement des cadres en soumettant les candidats à des tests. Au même moment, le salaire des cadres augmente et les avantages sociaux se font de plus en plus nombreux : assurance-collective, vacances, congés de maladie, fêtes chômées, congés spéciaux. Dans le cadre de cette étude nous examinerons brièvement les relations de travail selon trois volets : les conditions de travail, la syndicalisation et la formation.

Ce n'est qu'à partir des années 1960 que l'on octroie des avantages marginaux aux employés de la caisse. En 1966, tout le personnel adhère au régime des rentes des retraités du Mouvement Desjardins. Les journées de maladie, sont réparties selon les critères établis par l'assurance-salaire à laquelle chaque employé doit adhérer au moment de son embauche, c'est-à-dire une semaine de salaire est assumée par la caisse, les autres semaines le sont par l'assurance-salaire. En 1970, s'ajoute l'assurance-accident pour tout le personnel. En ce qui a trait à l'assurance-vie, ce n'est qu'à partir de 1969 que les employés bénéficient de celle-ci. Jusque-là, la caisse n'assume que le montant de l'assurance-vie du gérant et celle des dirigeants. Cependant, la caisse ne défraie que 60% de l'assurance, l'employé contribue pour le 40% restant.

À la même période la bonification fait son apparition. Selon le rendement et l'ancienneté des employés, un boni ou gratification salariale leur est accordé, qui correspond à une semaine de salaire. Pour ce qui est des erreurs commises dans la manipulation de l'argent, le montant alloué par la caisse correspond, lui aussi, à une semaine de travail, l'excédent demeurant aux frais de la caissière ou du caissier responsable du tiroir-caisse. Évidemment, cela aura des conséquences sur le boni salarial de l'employé fautif.

En 1975, la notion de relations employés/employeur prend tout son sens avec la syndicalisation du personnel. Les relations de travail étant de moins en moins personnalisées, des règles bien établies les régissent :

Avec le durcissement des relations de travail, on assiste, d'une part, à l'érosion du compromis associatif et de la gestion de type paternaliste qui lui était associée et, d'autre part, à l'établissement d'un nouveau rapport de force de type fordiste cette fois-ci - entre employés et patrons. Dans le cadre du nouveau compromis l'employé tend à se percevoir comme un élément extérieur à l'entreprise conformément à l'organisation taylorienne du travail fondée sur la dissociation entre la conception et l'exécution<sup>18</sup>.

Ceci amène un autre acteur à se positionner au sein de l'organisme; le délégué syndical. Auparavant, le gérant jouait le double rôle de dirigeant et de représentant des employés au conseil d'administration. Dorénavant, les employés ont leur propre porte-parole pour exprimer leurs besoins et voir à solutionner leurs problèmes. De plus, l'Union régionale intervient dans les négociations des conventions collectives<sup>19</sup>, en disposant d'un représentant à la table des négociations.

---

<sup>18</sup> Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier*, Québec, éd. Boréal, 1995, p. 194

<sup>19</sup> L'Union régionale intervient dans toutes les caisses populaires de la région.

En 1979, par la signature de la convention collective, une étude sur le rendement des caissières est réalisée. Les conclusions et suggestions sont nombreuses: on insiste sur l'importance de suivre des cours de relations humaines, une rencontre à huis clos est organisée entre les cadres et les employés. De plus, à l'aube de la décennie 1980, on déplore un manque de personnel pour répondre adéquatement aux questions concernant les nouveaux services et améliorer le rendement de chaque employé.

Tous ces facteurs contribuent à modifier la philosophie de l'organisation du travail. À la fin des années 1970 commence à apparaître des primes de rendement. Le nombre de comptes d'épargne ouverts, le nombre de prêts octroyés, le nombre de placement effectué procurent à l'employé concerné un boni ou une possibilité de promotion en rapport avec son rendement. Le sociétaire « client » sollicité n'est pas laissé pour compte, on lui offre la possibilité de gagner soit de l'argent, soit un cadeau, soit un voyage, etc. Jusqu'au milieu des années 1970, les élus mettaient l'accent sur l'importance de la prudence et sur l'éducation à l'épargne. À l'approche de la décennie 1980, les priorités deviennent le rendement des employés, la rentabilité de la caisse et la sollicitation de la clientèle. L'ère de la loterie et du « gratteux » envahit les caisses populaires.

La formation du personnel est un autre changement notoire par rapport à la décennie précédente. À partir de 1960, une série de cours, destinés aux employés et donnés par le



service d'éducation aux adultes, est mis à la disposition des employés des caisses populaires. Par exemple, des cours de personnalité sont offerts à chaque employé pour ainsi mieux répondre aux membres de la caisse. Des cours plus techniques vont apparaître vers la fin des années 1960 et surtout à partir des années 1970 : formation sur système de télétraitement, cours de comptabilité, formation des nouveaux employés aux rouages et à la philosophie du Mouvement Desjardins. Ces cours sont donnés, sous la supervision de l'institut coopératif Desjardins, avec la collaboration du Service de l'éducation de l'Union.

Le gérant et les élus n'y échappent pas, du moins ceux qui siègent depuis peu sur les comités doivent se familiariser avec la philosophie de l'entreprise coopérative. Le centre de main-d'oeuvre se met de la partie, et en 1973 des cours de formations d'une durée de 20 semaines sont donnés aux employés de la caisse qui le désirent. De plus, pour encourager son personnel à se perfectionner, la caisse défraie les coûts de scolarité de l'employé qui retourne aux études. L'arrivée de l'informatique accentue l'importance des cours de formation, chaque employé devant être à l'aise avec ces nouveaux outils de travail. On réitère en 1979 l'importance de «....donner des sessions de relations humaines pour les employés afin de favoriser une prise de conscience commune de l'entreprise de la part des employés, des cadres et des dirigeants<sup>20</sup> ».

---

<sup>20</sup> Procès-verbal du conseil d'administration de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières, 5 janvier 1981.

### **Les politiques financières de la caisse**

Toute une hiérarchie organisationnelle s'installe dans l'application des politiques financières avec l'arrivée des années 1960. Des règles bien établies régissent désormais les demandes de prêts, les placements et le rendement de l'organisme. L'autonomie décisionnelle de la caisse, en ce qui concerne les politiques et les stratégies financières, devient plus ténue. Le pouvoir décisionnel se déplace vers les instances fédérales du Mouvement Desjardins. Celles-ci voient à l'infrastructure et à la mise en place de plusieurs politiques financières et administratives dans chacune des caisses populaires. Les modes d'application s'uniformisent dans l'ensemble du réseau du Mouvement Desjardins.

Nous avons repris le même questionnement établi préalablement pour la première période, c'est-à-dire : sous quelle forme le prêt est-il privilégié ? À qui s'adresse-t-il ? Au niveau des revenus et dépenses de la caisse, comment se fait le partage entre celle-ci et les sociétaires ? Dans l'analyse des données financières nous avons porté notre attention sur les pratiques de crédit axé sur le prêt à la consommation et le prêt hypothécaire. En ce qui concerne les revenus et dépenses nous avons départagé la part qui reste à la caisse : la masse salariale, la dépréciation inventaire et immeuble, les intérêts, les impôts. Nous avons fait de même pour la part qui revient aux sociétaires : les intérêts, les ristournes, les bonis. Dans quelle mesure le partage des revenus nets entre la caisse et les sociétaires est-il différent de celui des années antérieures à 1960 ?

Les procès-verbaux du conseil d'administration, de la commission de crédit, du conseil de surveillance et des assemblées générales demeurent essentiels pour comprendre le sens de l'évolution des pratiques financières. Les rapports annuels et les procès-verbaux des assemblées générales des sociétaires ont été des sources utiles sur les divers types de prêts accordés au cours des années et il en va de même pour la répartition des revenus et dépenses. Pour l'analyse financière de la seconde partie de notre étude, nous avons légèrement modifié le choix des années en raison de la disponibilité des données. Ainsi au lieu de les considérer aux cinq ans, nous avons retenu 1963, 1968, 1972, 1977, 1980. Ces années donnent un portrait financier détaillé de la Caisse populaire Sainte-Marguerite.

### **L'actif, l'encaisse, les placements et les prêts**

Lors de l'assemblée générale<sup>21</sup> de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières tenue en 1960, M. Gervais représentant de l'Union régionale des caisses populaires Desjardins s'exclama : « ... n'ayez pas peur de dire que vous êtes les propriétaires d'une entreprise d'un million ». L'actif va se multiplier au cours des décennies 1960 à 1980. En 1963, la caisse atteint presque son deuxième million avec un actif de 1 726 555 \$ en 1980, c'est plus de 20 millions d'actif (tableau XI) que gère la Caisse populaire Sainte-Marguerite. Pour les dirigeants cela représente une réussite appréciable qui doit revaloriser le sentiment d'appartenance des sociétaires.

---

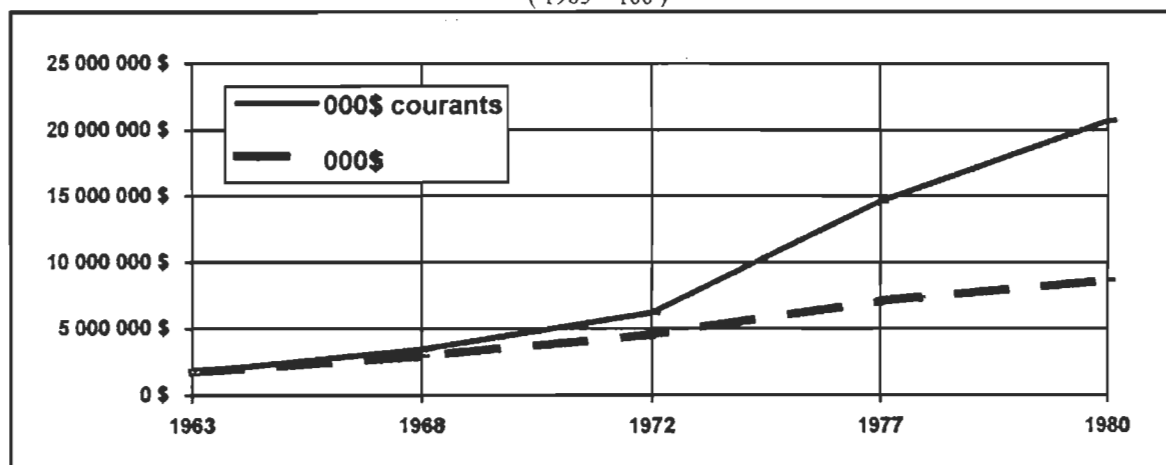
<sup>21</sup> Procès-verbal de l'assemblée générale de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières tenue le 16 janvier 1960, p. 21.

Tableau XI  
ACTIF DE LA CAISSE SAINTE-MARGUERITE AUX CINQ ANS 1960-1980

Année	Actif	Encaisse		Placement		Prêts	
		montant	%	montant	%	montant	%
1963	1 726 555\$	279 356\$	16%	325 701\$	19%	993,399\$	58%
1968	3 423 183\$	588 812\$	17%	611 652\$	18%	2,025,410\$	59%
1972	6 171 814\$	653 149\$	11%	1 681 253\$	27%	3,601,951\$	58%
1977	14 605 493\$	2 800 210\$	19%	1 048 281\$	7%	10,397,163\$	71%
1980	20 661 374\$	3 567 289\$	17%	597 052\$	3%	15,739,236\$	76%

Source : Rapports d'inspection de la Fédération des caisses populaires Desjardins  
Pourcentage arrondi

Graphique II  
ACTIF DE LA CAISSE EN DOLLARS CONSTANTS  
( 1963 = 100 )



Sources : Statistiques Canada , édition 1976 et 1981

Cependant, en appliquant la valeur de l'actif en dollars constants ( graphique II ), on s'aperçoit qu'il progresse d'une façon beaucoup moins spectaculaire, surtout à partir de 1972.

Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, selon les taux établis par la Fédération régionale, les caisses populaires devaient garder au moins 50% de leur liquidité

( encaisse et placement ). Des mises en garde sur le taux inférieur à celui recommandé sont faites annuellement dans les rapports de l'inspecteur. Au cours de l'année 1963, l'inspecteur recommande fortement de suspendre les nouveaux prêts d'importance afin d'atteindre le pourcentage de 50% recommandé et réaffirme, avec des chiffres à l'appui, le danger de contrôle de l'épargne par un petit groupe de sociétaires : « ... surtout qu'une poignée de vos sociétaires contrôlent le quart du total de l'épargne [...] 116 déposants détiennent un total de 662 334,89 \$ de l'épargne sur un total de 3124 sociétaires<sup>22</sup> ».

C'est seulement en 1966 qu'une action concrète est posée. Les prêts hypothécaires sont suspendus pendant tout le mois de juin, jusqu'à ce que le pourcentage de la liquidité exigé par la Fédération ne soit stabilisé. Cependant la liquidité de la caisse demeure autour des 35%. En 1979 de nouvelles normes de liquidités moins exigeantes seront établies. On réduit la norme afin de disposer de sommes plus considérables pour les prêts. Le pourcentage de la liquidité passe dans un premier temps à 20% et par la suite à 15%. Bref, la Fédération régionale normalise à la baisse les taux de liquidités qui ont toujours été pratiqués par les caisses populaires depuis leur fondation.

Entre 1960 et 1980, le placement se fait par le biais de l'Union régionale. Deux formes sont privilégiées : les obligations gouvernementales et les actions au sein même de sociétés

---

<sup>22</sup> Rapports de l'inspecteur de la Fédération des caisses populaires Desjardins le 1 avril et 20 octobre 1963.

du Mouvement Desjardins, c'est-à-dire dans la Société d'assurance, dans l'assurance-vie et à l'Union régionale. Selon des données recueillies sur les transactions :

Aux placements obligataires, qui se transigent de plus en plus avec les gouvernements du Québec et du Canada, viennent s'ajouter, au début des années 1960, de nouvelles formes d'investissements telles que l'acquisition d'actions dans les entreprises gouvernementales, les corporations financières et les sociétés affiliées au Mouvement Desjardins<sup>23</sup>.

En 1980, les placements sont entièrement faits à la Fédération des caisses populaires Desjardins du Centre du Québec : Fonds dépôts à terme, Fonds d'investissement et de développement. Le placement affiche un taux légèrement supérieur à celui de l'encaisse jusqu'en 1972, où il double pour chuter radicalement en 1977 et 1980 affichant des pourcentages de 7% et 3%. Le prêt hypothécaire en est le principal bénéficiaire.

### **Le crédit à la consommation et le prêt hypothécaire**

À chaque année, dans les rapports annuels, le président du Conseil d'administration réaffirme les trois critères de sélection des prêts conformes à la philosophie de Desjardins : solvabilité et honnêteté de l'emprunteur, assurance d'un prêt productif et capacité de remboursement. Dans le concret la capacité de remboursement semble prédominer sur les deux autres critères. Le prêt productif si cher aux dirigeants de la première période est progressivement remplacé par le prêt à la consommation. Pour l'obtention d'un prêt, la caution prend de nouvelles formes : soit sous caution comme antérieurement, sous garanties personnelles, ou encore sans caution et sans garantie. Au fil des ans les dirigeants deviennent plus souples sur les demandes de prêt à la consommation. D'ailleurs, dès 1962

---

<sup>23</sup> Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier*, Québec, éd. Boréal, 1995, p. 274

une première ouverture est faite par le président du conseil d'administration qui affirme que la caisse aura dorénavant « ...une politique plus libérale en ce qui concerne les petits prêts personnels. Nous incitons donc nos sociétaires, avant de recourir à des institutions qui prêtent à des taux usuriers à venir rencontrer notre gérant ...<sup>24</sup> ». Ainsi, jusqu'au début des années 1960, le refus de la caisse populaire d'accorder des prêts à la consommation à ses sociétaires profite aux compagnies de financement dont les critères sont plus souples. Cependant ces mêmes emprunteurs se tournent vers la caisse populaire pour que celle-ci leur accorde un prêt pour rembourser cette dette.

Tableau XII  
NOMBRE DE SOCIÉTAIRES ET D'EMPRUNTEURS 1960-1980

Année	Sociétaires	Emprunteurs	Reconnaissance de dettes	Hypothèques
1963	3150	476	300	176
1968	5034	1088	840	248
1972	6156	1394	1042	352
1977	9389	1889	1341	548
1980	9501	2092	1452	640

Source : Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1960-1980

Les procès-verbaux du conseil d'administration contiennent, contrairement à la période 1938-1940, les décisions prises en matière de crédit. Ceux de la commission de crédit, pour leur part, sont devenus très techniques : nous y retrouvons seulement le folio du membre, le montant de sa demande ainsi que l'acceptation ou le refus; le profil de l'emprunteur et les raisons invoquées de la demande ne sont plus indiquées. Nous avons contourné cette difficulté grâce aux états financiers contenus dans les rapports annuels et les procès-

<sup>24</sup> Rapport annuel de la Caisse populaire Sainte-Marguerite, 1962.

verbaux des assemblées générales. En matière de crédit, la deuxième période de notre étude se démarque par le développement d'une nouvelle paroisse, celle de Jean XXIII, et par l'ouverture des politiques de crédit à la consommation.

Le processus de demande et de sélection des prêts se standardise dans l'ensemble des caisses populaires du Mouvement Desjardins. Dorénavant, tout est classé sous diverses rubriques; les demandes de prêts sur reconnaissance de dettes et les demandes de prêts hypothécaires sont les deux formes d'emprunts.

Tableau XIII  
PRÊTS ACCORDÉS ENTRE 1960-1980

Année	Actif	Prêts		Reconnaissance de dettes		Hypothèques	
		montant	%	montant	%	montant	%
1963	1,726,555\$	993,399\$	58%	155,440\$	16%	837,959\$	84%
1968	3,423,183\$	2,025,410\$	59%	731,689\$	36%	1,293,720\$	64%
1972	6,171,814\$	3,601,951\$	58%	1,250,795\$	35%	2,351,156\$	65%
1977	14,605,493\$	10,397,163\$	71%	3,051,757\$	29%	7,345,406\$	71%
1980	20,661,374\$	15,739,236\$	76%	3,974,194\$	25%	11,765,042\$	75%

Sources: Rapports annuels et Procès verbaux des assemblées générales de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières et rapports d'inspections de la Fédération des caisses populaires Desjardins au 31 décembre de chaque année.  
Pourcentage arrondi pour fin d'analyse

Le pourcentage accordé aux prêts n'est pas différent de celui accordé antérieurement. Entre 1960 et 1980, plus de la moitié de l'actif est consacré aux prêts ( tableau XIII ). Assez stable tout au long des années 1960, le crédit fait un bond de plus de 20% au cours des années 1970, allant jusqu'à 76% de l'actif en 1980. On constate que c'est sous forme de prêts hypothécaires que les sociétaires empruntent le plus. Le pourcentage du portefeuille accordé aux hypothèques compte pour plus de 60% C'est en 1963 que s'établit le plus haut



pourcentage avec 84% du portefeuille de prêts, ce qui s'explique par l'essor de la construction résidentielle dans la ville de Trois-Rivières-Ouest.

Du côté du prêt sur reconnaissance de dettes ( tableau XIV ), la consolidation, le renouvellement ainsi que le remboursement occupent à eux seuls entre 30 et 50% des prêts au cours de la période 1960-1980. Les biens de consommation<sup>25</sup> prennent le deuxième rang avec un rendement qui tourne autour des 40%. Le pourcentage pour fins d'investissement<sup>26</sup> demeure stable sur l'ensemble de la période. Entre 1960 et 1970 un peu moins de la moitié des prêts consentis dans la rubrique de consolidation, renouvellement et remboursement de prêts sont consacrés aux remboursements des emprunts faits auprès des compagnies de finance.

Tableau XIV  
PRÊTS SUR RECONNAISSANCES DE DETTES 1960-1980

Catégories d'emprunt	1963	1968	1972	1977	1980
	%	%	%	%	%
Consolidation, renouvellement de prêts et remboursement de dettes	30,90	44,69	48,40	70,33	36,29
Biens de consommation : mobilier, linge, etc.	5,17	2,57	4,54	5,19	4,26
Achat, échange et réparations d'auto	33,09	26,58	27,66		28,29
Achat obligations	3,96	1,41	0,74	2,36	0,84
Achat machineries agricoles	0,25	0,18	—	—	—
Achat de lots	2,78	1,94	1,30	—	1,24
Commerces	9,03	5,15	4,78	8,11	13,55
Frais d'études	2,61	7,19	4,10	3,47	3,36
Marriage	3,86	2,76	2,43	—	—
Crédit budget	—	—	—	—	0,69
Réparation pour maison	7,09	5,86	4,72	8,82	9,07
Voyage	—	0,78	0,69	0,91	1,18
Assurances	—	0,32	0,25	—	—
Divers	1,27	0,57	0,38	0,81	5,48
Total :	100%	100%	100%	100%	100%

Sources: Rapports annuels et Procès verbaux des assemblées générales de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières, 1963, 1968, 1972, 1977, 1980.

<sup>25</sup> Les biens de consommation regroupent les achats de mobiliers, de linges, les voyages, les mariages, l'achat, les échanges et les réparations d'auto.

<sup>26</sup> Les prêts pour fins d'investissement regroupent les achats d'obligations, de lots, des assurances, des voyages, des frais d'études et certaines réparations effectuées dans des maisons.

Un écart important peut être observé à la rubrique de la consolidation, du renouvellement et du remboursement des prêts pour l'année 1977. Ceci s'explique tout simplement par le transfert des prêts octroyés pour l'achat, l'échange et les réparations d'auto à celui de la consolidation, du renouvellement et du remboursement de prêts. Comme le rapport annuel indique un montant global, il nous a été impossible de départager les montants attribués à chaque secteur.

Néanmoins, à l'aube des années 1980 l'ampleur de la sollicitation déployée par les compagnies de finance et l'avènement des politiques de financement dans la plupart des magasins à grande surface semblent exercer beaucoup d'attrait auprès de la population. La caisse populaire doit développer d'autres stratégies en matière de politiques de prêts pour garder sa clientèle existante et attirer de nouveaux clients :

Nous n'avons pas atteint l'objectif du nombre de prêts sur reconnaissance de dettes. Nos efforts pour prévenir les emprunts dans les compagnies de finance ne sont pas vaines (sic), mais pourraient être plus encourageants si nos sociétaires s'arrêtaient à la caisse pour bâcler des arrangements aussi intéressants dans certains cas plus avantageux. [...]. La concurrence et les exigences de la profession font que la caisse procédera à l'inscription de son personnel à des cours de perfectionnement<sup>27</sup>.

### **Les revenus et dépenses de la caisse**

Les revenus bruts de la Caisse populaire Sainte-Marguerite ont considérablement augmenté au cours des années 1960 passant de 82 613,85 \$ en 1963 à 214 936,66 \$ en 1968. Sur une période de cinq ans, elle a vu ses revenus (tableau XV) presque tripler. Cette progression s'accroît durant la décennie des années 1970 passant de 469 371 \$ en 1972 à

<sup>27</sup> Procès-verbal assemblée générale Caisse populaire Sainte-Marguerite, 26 février 1980.

2 271 054 \$ en 1980. La mise en place de nouvelles politiques d'encadrement dans la gestion de la caisse lancées par les paliers supérieurs du Mouvement Desjardins, l'accroissement du personnel cadre et des employés et la présence plus marquée de la concurrence sont trois facteurs qui viennent modifier considérablement le partage entre la caisse et les sociétaires des bénéfices réalisés.

Tableau XV  
REVENUS ET DÉPENSES ENTRE 1960 ET 1980

Année	1963	1968	1972	1977	1980
Revenus bruts	82 613,85\$	214 936,66\$	469 371,00\$	1 354 889,00\$	2 271 052,00\$
Dépenses	64 304,05\$ (78%)	166 783,54\$ (78%)	368 438,00\$ (78%)	1 236 653,00\$ (91%)	2 108 475,00\$ (93%)
Partage	18 309,80\$ (22%)	48 153,12\$ (22%)	100 933,00\$* (22%)	118 236,00\$ (9%)	162 577,00\$ (7%)

Sources: Rapports d'inspection de l'Union des caisses populaires Desjardins

Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1963 - 1968 - 1972 - 1977 - 1980

\* Un retrait de 1441\$ (solde après partage 1971) a été fait, ce qui porte les bénéfices nets pour l'année 1972 à 99 492\$

Comme pour la période qui couvre les années 1940 à 1959, nous avons établi, dans un premier temps, les dépenses que la caisse doit assumer, c'est-à-dire les salaires et les frais de fonctionnement, la dépréciation de l'inventaire et de l'immeuble, les intérêts versés aux épargnants, ainsi que les primes d'assurance-vie<sup>28</sup>. Le montant qui reste représente les revenus nets que la caisse partage avec ses sociétaires; c'est-à-dire les sommes placées dans les fonds de réserve et de prévoyance de la caisse, de même que les ristournes et les bonis retournés aux membres.

Les dépenses que la caisse doit assumer pour le fonctionnement interne de la caisse en salaires et en frais courants accaparent une généreuse portion. La masse salariale contribue

<sup>28</sup> Voir en annexe VIII le détail des rubriques concernées.

pour plus de 50% des revenus. Déjà en 1970, plus de 17 420 \$ sont donnés en salaire pour les deux cadres et 32 292 \$ pour les neuf employé-es. À cela s'ajoute 4 975 \$ en frais divers : assurance-chômage, assurance-vie, assurance-maladie, assurance-groupe, fonds de pension pour les cadres, les employé-es et contributions diverses<sup>29</sup>. Au milieu des années 1970, les dépenses font un bond de plus de 10% avec la syndicalisation du personnel. Loin de la gestion paternaliste des années 1950, dorénavant, des rapports avec des règles bien précises s'établissent entre les administrateurs, le gérant et le personnel de la caisse. À ces dépenses s'ajoutent les frais de représentation attribués au gérant et aux cadres et les bonis au rendement octroyés aux employés. Les dépenses consacrées à la dépréciation de l'inventaire, de l'équipement, de l'entretien et surtout de l'immeuble contribuent à élever le total des dépenses au cours des années 1960 à 1980. Beaucoup de travaux de réaménagement et d'agrandissement, dont l'ouverture du comptoir-caisse dans la paroisse Jean XXIII à Trois-Rivières-Ouest en 1972, ont été effectués. Très peu apparente dans les années antérieures avec 7%, cette rubrique double dans les années 1970 avec des pourcentages variant autour de 14%. Enfin, il faut aussi inclure les dépenses liées à toute la dimension sociale : les frais de participation des dirigeants et de leur conjoint-e aux colloques et aux congrès du Mouvement Desjardins, les tournois de hockey, de golf, les soirées, etc.

---

<sup>29</sup> Procès-verbal du conseil d'administration de la Caisse populaire Sainte-Marguerite, 15 novembre 1970.

Entre 1940 et 1960, les bénéfices nets se répartissaient entre deux volets: les fonds de réserve et de prévoyance et les bonis sur le capital social. Au cours des ans, de nouveaux volets s'ajoutent à ceux déjà présents : impôt sur le revenu, ristournes aux membres (tableau XVI). Conscients de la concurrence qui prend de plus en plus d'ampleur au cours de la décennie 1960, les administrateurs doivent développer de nouveaux incitatifs pour amener les sociétaires à emprunter à la caisse plutôt qu'à une banque, une société de finance ou encore recourir au crédit maison des magasins à rayons et à grandes surfaces.

Tableau XVI  
RÉPARTITION EN % DES BÉNÉFICES NETS 1960-1980

Année	1963	1968	1972	1977	1980
Bénéfices nets	18 309,80\$	48 153,12\$	99 492,00\$	118 236,00\$	162 577,00\$
Caisse:					
- Fonds réserves/prévoyances	(11 000\$) 60%	(25 000\$) 52%	(11 883\$) 12%	(50 446\$) 43%	(109 426\$) 67%
- Impôt	—	—	—	(17 550\$) 15%	(44 721\$) 28%
Sociétaires:					
- Bonis sur capital social	(7 309,80\$) 40%	(23 153,12\$) 48%	(20 300\$) 20%	—	(8 430\$) 5%
Ristournes aux membres	—	—	(67 245\$) 67.50%	—	—
Ristournes sur épargne opération	—	—	—	(25 960\$) 22%	—
Ristournes sur prêts hypothécaires	—	—	—	(24 280\$) 20%	—
Solde après partage *	—	—	(64\$) 0.50%	—	—

Source : Rapports d'inspection de l'Union des caisses populaires Desjardins

Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1963 - 1968 - 1972 - 1977 - 1980

\* Excédent du solde après partage

La ristourne fait son apparition en 1972, le montant retourné aux sociétaires se fait en fonction de la proportion des transactions faites au cours de l'année. Dans son rapport annuel de cette année-là, le président du conseil d'administration confirme :

Une réalisation de \$99,402. en revenus nets avec les différents services qu'offre la caisse. Ces revenus après déduction du 10% prévu par la loi pour fin d'alimentation de la caisse de réserve, seront remis aux sociétaires sous forme de ristourne. Nous vous proposons une formule à cet effet au cours de la présente assemblée. Nous disons immédiatement que les déposants à l'épargne ordinaire et stable, puis les emprunteurs seront gratifiés de ce surplus<sup>30</sup>.

En favorisant la ristourne, le pourcentage versé dans les Fonds de réserve et de prévoyance de la caisse est inférieur à celui attribué antérieurement. Il chute radicalement en 1972 avec un faible pourcentage de 12%. De plus, l'obligation pour la caisse de déposer à la Fédération régionale un pourcentage correspondant à ses revenus bruts et l'imposition d'un impôt gouvernemental abaissent considérablement le pourcentage déposé dans les Fonds de réserve et de prévoyance de la caisse. L'impôt sur le revenu devient une obligation pour la caisse populaire à partir de 1972. Dans le rapport annuel de cette même année, on peut lire :

Vous savez sans doute que les caisses populaires sont sujettes depuis 1972 à la loi de l'impôt sur ses revenus. Afin de satisfaire aux exigences minimales de la prévoyance, vous serez appelés à voter un amendement aux règlements décrétant que 10% des revenus nets seront versés à la réserve au lieu de 30% comme précédemment<sup>31</sup>.

Le pourcentage attribué aux bonis sur le capital social subit aussi une baisse de plus de 20% en 1972. Cependant si l'on considère le montant attribué sous forme de ristourne, les sociétaires reçoivent pour cette année-là plus de 87% des bénéfices. Cette portion est

<sup>30</sup> 34<sup>e</sup> Rapport annuel de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières, 1972, Georges Meyers, président du Conseil d'administration.

<sup>31</sup> 34<sup>e</sup> Rapport annuel de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières, 1972, Georges Meyers, président du Conseil d'administration.

énorme comparativement aux autres années où ils obtiennent moins de 50%. Le même phénomène se produit en 1980, cette fois-ci au profit de la caisse qui place dans ses Fonds de réserve et de prévoyance 67% des bénéfices réalisés. Les sociétaires reçoivent durant cette même année seulement 5% sous forme de boni<sup>32</sup> sur le capital social.

La répartition des revenus et des dépenses traduit à sa manière la spécificité des coopératives et la dynamique de leurs agents. La part croissante attribuée à la masse salariale et aux avantages sociaux, avant le partage des surplus, indique d'une part, l'influence grandissante d'abord du gérant et des cadres, puis des employé-es syndiqués dans le fonctionnement de la caisse. D'autre part, la répartition des bénéfices nets démontre certains choix des dirigeants : favoriser la construction du comptoir de service ou la rénovation du siège social au détriment de la ristourne aux sociétaires, ou inversement, hausser cette dernière dans le but de conserver ses membres dans un contexte où la concurrence est vive avec les autres institutions financières et les commerces à grandes surfaces.

### **Conclusion de cette deuxième période**

Cette seconde période de notre étude ( 1960-1980 ) se caractérise par trois aspects : l'éclatement du cadre paroissial, la mise en place de nouvelles politiques financières et de gestion et de nouvelles mesures pour renouveler l'esprit d'appartenance au Mouvement

---

<sup>32</sup> Le boni versé aux sociétaires de la caisse devient au cours des ans symbolique.

Desjardins. À l'aube des années 1980, les assises paroissiales de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières ne sont plus que souvenir. Maintenant, peu importe le lieu de résidence, une personne peut devenir membre de la caisse.

La fondation de la ville de Trois-Rivières-Ouest, en 1963, est l'un des premiers pas vers l'éclatement du cadre paroissial. Elle donne la possibilité à la Caisse populaire Sainte-Marguerite de s'ouvrir à un nouveau marché. Le secteur résidentiel retient l'attention avec le développement de nouveaux quartiers. Des groupes sociaux, provenant de la nouvelle ville, investissent les instances décisionnelles. Contrairement à la période antérieure à 1960, qui se caractérise par le monde de la petite propriété, les dirigeants des années 1960 et 1970 appartiennent davantage au monde des cadres et des professionnels salariés. Les mandats sont beaucoup plus courts, d'une durée moyenne de deux à trois ans. Leur implication se fait dans des organismes dont le rayonnement est à plus grande échelle, et principalement à l'intérieur du Mouvement Desjardins.

La caisse quitte la résidence du gérant et occupe son propre immeuble. On passe progressivement à une gestion plus technobureaucratique. Délaissant la gestion de type paternaliste, l'organisation du travail devient plus complexe afin de répondre aux besoins des clients sociétaires. Le gérant devient un acteur de première importance à qui les élus délèguent beaucoup de pouvoir en matière de gestion. L'ère de la consommation de masse fait son apparition avec l'arrivée des années 1960. Les demandes de plus en plus pressantes



de la part des sociétaires et, surtout, la concurrence font en sorte que la Caisse populaire Sainte-Marguerite, comme toutes les autres caisses populaires, s'ouvre au crédit à la consommation et offre des services qui font l'objet d'une uniformisation au sein du Mouvement.

De nouveaux rapports de travail s'établissent. Le personnel se compose de spécialistes qui offrent des services et prodiguent des conseils aux « clients usagers ». Les relations de travail et la formation du personnel de la caisse relèvent de plus en plus de l'Union régionale. Autant les années 1938 à 1960 sont caractérisées par l'appartenance à la paroisse, autant les décennies 1960 et 1970 sont centrées sur le réseau du Mouvement Desjardins.

Plusieurs mesures sont prises pour encourager, maintenir ou renforcer le sentiment d'appartenance au Mouvement des caisses populaires Desjardins. Comme nous l'avons souligné, les élus, le gérant et le personnel de la caisse sont régulièrement sollicités pour assister à des congrès ou encore pour siéger sur des comités de travail supervisés par l'Union régionale. La formation du personnel est prise en charge par diverses instances du Mouvement de manière à créer une « culture » d'entreprise. Enfin, l'introduction d'activités de loisir au sein même du Mouvement contribue aussi à favoriser le développement de la sociabilité entre les groupes d'employés et entre les dirigeants.

## CONCLUSION

Cette étude nous a permis d'analyser les transformations des assises territoriales, sociales et organisationnelles d'une caisse populaire dans un milieu urbain, et ce sur une période de plus de quarante ans. Au moment de sa fondation en 1938, la Caisse populaire Sainte-Marguerite s'implante dans une paroisse à l'état embryonnaire. À la frontière des autres paroisses de la ville de Trois-Rivières, les résidents sont en grande partie des ouvriers et des employés qui travaillent dans le quartier Saint-Philippe, dont la paroisse du même nom est voisine de Sainte-Marguerite. La mise sur pied de la coopérative d'habitation Sainte-Marguerite permet à la paroisse de développer son territoire et de prendre de l'expansion au cours des ans. L'augmentation du nombre de paroissiens et l'établissement progressif de manufactures et d'industries témoignent de sa vitalité et de son essor. L'arrivée de ces nouveaux paroissiens offre à la caisse de nouveaux sociétaires et la possibilité de grossir son actif. Le curé est un intermédiaire de première importance; son implication favorise à la fois le développement de la paroisse Sainte-Marguerite et celui de la caisse populaire jusqu'aux années 1960.

Comme nous l'avons démontré dans la première période de notre étude, de 1938 à 1960, le curé est très présent dans le milieu paroissial et au sein de la caisse. Plusieurs décisions sont prises avec son soutien. D'ailleurs, la vie associative est centrée sur la paroisse. Pensons à l'implication des élus et du gérant dans les associations à caractère

aux propriétaires des maisons de la coopérative d'habitation Sainte-Marguerite, entre 1945 et 1960.

La fondation de la ville de Trois-Rivières-Ouest en 1963 amène un autre défi pour la Caisse populaire Sainte-Marguerite, à savoir le développement domiciliaire. Au niveau des industries et des commerces, dans la paroisse Sainte-Marguerite, sont regroupées des industries des secteurs secondaire et tertiaire dont la caractéristique est souvent le caractère familial. Dans le parc industriel de Trois-Rivières-Ouest se regroupent surtout des entreprises spécialisées dans le secteur automobile et le transport, dont le rayonnement des activités s'étale sur une plus grande échelle. On assiste par ailleurs à un changement dans les bases sociales de la direction de la caisse : on passe d'une élite traditionnelle basée principalement sur la petite propriété, notamment les agriculteurs, les commerçants et artisans de la paroisse, à une nouvelle élite constituée de gens membres des professions libérales, des nouveaux spécialistes et agents d'encadrement.

L'analyse des premiers procès-verbaux de l'assemblée générale de fondation et des assemblées générales, du conseil d'administration, de la commission de crédit et du conseil de surveillance, nous démontre que c'est pour satisfaire les besoins économiques des cultivateurs et des commerçants de la paroisse Sainte-Marguerite que l'on procède en 1938 à l'établissement de la caisse populaire. Quelques années plus tard, le curé utilise les ressources de celle-ci pour financer son projet d'habitation. La présence des cultivateurs,

des petits commerçants locaux et du curé au sein des instances de représentation jusqu'à l'aube des années 1960 confirme leur influence dans les stratégies financières de la caisse. Les agents d'encadrement et les professionnels salariés constitueront le noyau dur du pouvoir dans les années 1960 et 1970.

Au total, 39 personnes ont assumé les fonctions de président honoraire, de président, de vice-président, d'administrateur, de secrétaire et de conseiller au sein du conseil d'administration, de la commission de crédit et du conseil de surveillance entre 1938 et 1980. La plupart des dirigeants sont demeurés en poste pour une durée moyenne de douze ans et demi. Cependant, quelques dirigeants demeurent en poste 22 ans, 27 ans, voire même 42 ans dans un cas! Les raisons du départ sont reliées soit à la maladie, soit au décès. Souvent le remplacement se fait en cours de mandat. Pour combler le poste vacant, les membres du conseil d'administration désignent un successeur par le mode de la cooptation et l'entérinement se fait à l'assemblée générale qui suit. Ainsi, on se demande dans quelle mesure l'assemblée générale est décisionnelle dans la nomination de ses élus aux trois instances de représentation<sup>1</sup> ? Au cours des ans, à l'intérieur du groupe des élus, on assiste à un changement dans les assises du pouvoir. Ce changement correspond à l'émergence d'une nouvelle élite dont le profil socioprofessionnel se rapproche de celui des résidents de la paroisse Jean XXIII à Trois-Rivières-Ouest, où l'on retrouve une bonne représentation des professionnels salariés, de cadres et de membres des professions libérales.

---

<sup>1</sup> Ronald Rudin, *Quebec's Caisses Populaires 1900-1945 In Whose Interest?* et Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier*, arrivent au même constat.

L'analyse des politiques de prêts démontre qu'entre 1938 et 1960 le prêt à la production a surtout favorisé les cultivateurs et les commerçants de la paroisse, alors que le prêt hypothécaire a servi à la construction des maisons de la coopérative d'habitation Sainte-Marguerite. Au tournant des années 1960, la croissance du volume d'affaire entraîne la standardisation des modalités d'emprunt dans les caisses populaires. Dorénavant, des critères sont clairement établis pour chaque type de prêt. La consommation de masse prend sa place, le développement domiciliaire se poursuit avec une hausse au début des années 1960 et au milieu des années 1970. Cela correspond pour une bonne part au développement domiciliaire de plusieurs secteurs de la ville de Trois-Rivières-Ouest. Contrairement aux années 1938-1960, la caution n'est plus essentielle dans les demandes de prêts. La capacité de remboursement devient le critère prédominant dans l'analyse de ces demandes.

Un des points tournants de notre étude est l'entrée en jeu au début des années soixante du personnel de la caisse. Auparavant, les élus, le gérant et le curé constituaient les acteurs de premier plan dans l'organisation de la caisse. L'arrivée d'un personnel plus spécialisé modifie considérablement son organisation. Déjà la séparation physique du lieu de résidence et du lieu de travail du gérant, à la fin des années 1950, établit de nouveaux rapports entre la direction et le sociétariat. Fini le temps des réunions de cuisine dans la maison du gérant.

Nous constatons, durant les décennies 1960 et 1970, une hiérarchisation du travail. Dorénavant, les dirigeants doivent négocier avec un autre acteur, le syndicat. Le phénomène de la professionnalisation de la gérance et de la spécialisation du personnel oblige la caisse, comme toutes les autres caisses populaires à la grandeur du Québec, à établir de nouvelles règles entre les élus, le gérant, le personnel syndiqué et les sociétaires.

La concurrence et la complexification de l'organisation amène le Mouvement Desjardins à standardiser ses politiques financières et administratives dans toutes les caisses populaires. Elle voit la nécessité de former des spécialistes capables de comprendre et d'expliquer clairement les enjeux économiques locaux ou autres auxquels les caisses populaires doivent faire face : placements, immobilisation, assurance, etc. Ainsi, par le biais de ses propres institutions, le Mouvement forme le personnel des caisses populaires selon ses propres exigences et sa propre culture d'entreprise. Par l'analyse de la Caisse populaire Sainte-Marguerite on voit très bien toute la mise en place de ce nouveau mode de fonctionnement basé sur la rentabilité de l'entreprise plutôt que sur l'association.

Suite à l'analyse des quarante premières années d'activités de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières, trois points retiennent notre attention. Premièrement, l'éclatement territorial des activités de la caisse. Deuxièmement, le passage d'une gérance paternaliste à une gestion basée sur l'efficacité, la rentabilité et la rationalisation du travail

typique de l'entreprise moderne. Troisièmement, la standardisation des modes de gestion et la pluralité des services financiers.

Dans le cadre de ce mémoire de maîtrise, malgré l'étendue de l'analyse, l'étude de la Caisse populaire Sainte-Marguerite n'en demeure pas moins partielle. Nous avons levé le voile sur certains aspects de la caisse qui pourraient être encore approfondis. Plusieurs pistes de recherches peuvent être explorées à partir des données recueillies dans cette étude. Soulignons d'abord l'influence grandissante du gérant, au cours des ans, au détriment des élus. Ainsi, quel rôle sont-ils appelés à jouer dans cette organisation en pleine transformation? L'examen des rapports entre la Caisse populaire Sainte-Marguerite et la Fédération régionale pourrait être également approfondi. Ceci permettrait de mieux comprendre la centralisation au sein du Mouvement, entre autres, en matière de liquidité, de placement, des relations de travail, de formation du personnel, etc. Plus largement, l'essor des grosses caisses populaires urbaines ont permis le recours à un personnel de plus en plus spécialisé. Le développement de ce groupe de cadres et d'employés spécialistes participe globalement à ce que certains ont appelé l'affirmation des classes moyennes au Québec à partir des années 1960.

## BIBLIOGRAPHIE

### Monographies :

- Bouchard, Gérard et Christian Pouyez, *Les catégories socio-professionnelles en histoire : une nouvelle grille de classement*, Chicoutimi, SOREP, Université du Québec, 1983, 55 p.
- Desroches, Henri, *Le projet coopératif*, Paris, Ouvriers, 1976, 461 p.
- Gamelin, Alain, R. Hardy, J. Roy, N. Séguin, G. Toupin, *Trois-Rivières illustré*, La corporation du 350e anniversaire, 1984, 228 p.
- Grondin, chanoine Philibert, *Le cathéchisme des caisses populaires Desjardins*, Québec, Le messager, 1950, 150 p.
- Lafleur, Ginette, *Histoire de la paroisse St-Philippe 1909-1984*, Trois-Rivières, Fabrique St-Philippe, 1984, 130 p.
- Yvan Rousseau et Roger Levasseur, , *Du comptoir au réseau financier*, Québec, Boréal, 1995, 388 p.
- Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, 739 p.
- McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, 350 p.
- Poirier, Jean, *Le crédit dans une caisse populaire en milieu urbain : Saint-Alphonse d'Youville, 1940-1950*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Chaire coopération Guy-Bernier, avril 1992, 128 p.
- Poulin, Pierre, « Histoire du mouvement Desjardins 1900-1920 », Montréal, Québec/Amérique, La Société historique Alphonse Desjardins, (Coll. Desjardins), Tome I, 1990, 373 p.
- Poulin, Pierre, *Histoire du mouvement Desjardins 1920-1944*, Montréal, Québec/Amérique, La Société historique Alphonse Desjardins, (Coll. Desjardins), Tome II, 1994, 449 p.
- Roby, Yves, *Alphonse Desjardins et les caisses populaires 1854-1920*, Montréal, Fides, 1964, 149 p.



- Rousseau, Yvan, « Vie associative et rapports sociaux : le cas de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie, ( 1934-1975 ) », mémoire de maîtrise, études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières, 1987, 288 p.
- Rudin, Ronald, *Quebec's Caisses populaires 1900-1945 In Whose Interest ?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990, 181 p.
- Statistiques Canada, *Trois-Rivières. Profil d'une métropole*, Trois-Rivières, 1984, 116p.
- Tessier, Mgr Albert, *Le miracle du curé Chamberland*, Trois-Rivières, Le Bien Public, 1950, 118 p., ( coll. « L'histoire régionale, n° 6 » ).
- Trépanier, Guy et Richard Cossette, *Trois-Rivières et ses quartiers ( 1831-1931 )*, Trois-Rivières, Société de conservation et d'animation du patrimoine, 1982, 54 p., ( manuscrit ).
- Verrette, René, *Les rues de Trois-Rivières. Leur origine et leur histoire*, Trois-Rivières, 1980, 113 p., ( coll. « Cahiers historiques », n° 2 ).
- *Recueil de Souvenir*. Paroisse Ste-Marguerite de Cortonne, Trois-Rivières, 350e anniversaire de Trois-Rivières, [s.d.], 39 p.

#### Articles :

- Bellefleur, Michel, Roger Levasseur et Yvan Rousseau, « La libéralisation du crédit dans le Mouvement des caisses Desjardins », Trois-Rivières, Centre études québécoises, [s.d.], 22 p.
- Bolduc, André, « La solidarité en héritage. Desjardins », dans la revue *Forces*, Montréal, Société d'édition de la revue Forces, n° 91, automne 1990, p. 2.
- Charron, Paul-Émile, « La caisse populaire est paroissiale », dans *La revue Desjardins*, vol. XX, n° 2, p. 25-26
- Charron, Paul-Émile, « Sur quelles bases M. Desjardins a-t-il établi sa caisse populaire », dans *La Revue Desjardins*, vol. XXII, n° 4, ( avril 1956 ), p. 70-72.
- Charron, Paul-Émile, « La paroisse », dans *La Revue Desjardins*, vol. XXV, n° 5, ( mai 1959 ), p. 94-95.
- Desjardins, Alphonse, « La charte des caisses populaires », dans *La Revue Desjardins*, vol. 1, n°s 1-4, 1935, p. 9-10, 22, 33-34, 46-47.

- Desjardins, Alphonse, « La charte des caisses populaires », dans *La Revue Desjardins*, vol. 2, n<sup>os</sup> 1-6, 1936, p. 9-10, 18, 22, 35, 45-46, 59, 71.
- Desjardins, Alphonse, « La charte des caisses populaires », dans *La Revue Desjardins*, vol. 3, n<sup>os</sup> 1-10, 1937, p. 11, 22, 33-34, 45-46, 57-58, 69-70, 81-82, 105-106, 117-118.
- Desjardins, Alphonse, « La charte des caisses populaires », dans *La Revue Desjardins*, vol. 4, n<sup>os</sup> 1-9, 1938, p. 9-10, 21-22, 33-34, 45-46, 57-58, 70-71, 82-83, 94-95, 106-107.
- Desjardins, Alphonse, « La charte des caisses populaires », dans *La Revue Desjardins*, vol. 5, n<sup>os</sup> 1-10, 1939, p. 10-11, 22-23, 34-35, 46-47, 58, 70-71, 82-83, 94-95, 106-107, 118.
- Desjardins, Alphonse, « La charte des caisses populaires », dans *La Revue Desjardins*, vol. 6, n<sup>os</sup> 1-6, 1940, p. 13-14, 29-30, 46-47, 62-63, 78-79, 94-95, 111.
- Grondin, Chanoine Philibert, « Les débuts de l'oeuvre des caisses populaires », dans *La Revue Desjardins*, vol. XX, n<sup>o</sup> 10, ( octobre 1954 ), p. 148-151.
- Levasseur, Roger et Normand Séguin, « Mouvement associatif et réseaux informels à Trois-Rivières ( 1940-1980 ) », dans *De la sociabilité : spécificités et mutations*, Montréal, Boréal, 1990, p. 281-296.
- Levasseur, Roger et Yvan Rousseau, « Le pouvoir des régions dans le Mouvement des caisses populaires Desjardins : l'exemple de la Fédération régionale du centre du Québec ( 1920-1970 ) », dans la revue *Recherches sociographiques*, XXXV, 2, 1994, p. 179-216.
- Levasseur, Roger et Yvan Rousseau, « L'évolution des bases sociales du mouvement des caisses Desjardins. Le sociétariat de la Fédération régionale du Centre du Québec (1909-1965) » dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 45 n<sup>o</sup> 3 ( hiver 1992 ), p. 343-374.
- Service des renseignements, « Crédit coopératif à la base paroissiale », dans *La Revue Desjardins*, vol. XXI, n<sup>o</sup> 2-12, ( février et décembre 1955 ), p. 38-39, 196-197.
- Service des renseignements, « Crédit coopératif à la base paroissiale », dans *La Revue Desjardins*, vol. XXII, n<sup>o</sup> 1-2, ( janvier et novembre 1956 ), p. 18 et 179.
- Thévenot, Laurent, « À propos d'une définition des couches moyennes et de la nouvelle nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles », dans *Sociabilité, pouvoir et société*, 1983, p. 265-276.
- Turmel, Jos, « Paroissial ... lui aussi », dans *La Revue Desjardins*, vol. XXII, n<sup>o</sup> 3, ( mars 1956 ), p. 52.

Vaillancourt, Cyrille, « Restons caisses populaires », dans *La Revue Desjardins*, vol.XXII, n° 4, (avril 1956 ), p.63-64.

Vergès, Pierre, « Approche localisée des classes sociales », dans *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*, Paris, CNRS, 1986, p. 277-290.

-----, « La caisse populaire, organisme paroissial », dans *La Revue Desjardins*, vol.XXIII, n° 1, (janvier 1957 ), p.11-12.

**Journal *Le Nouvelliste* :**

-----, « Une paroisse pour Ste-Marguerite », dans *Le Nouvelliste*, 6 novembre 1925, p. 1.

-----, « Ste-Marguerite serait érigée comme une paroisse canonique avant longtemps », dans *Le Nouvelliste*, 7 mars 1932.

-----, « Une nouvelle paroisse », dans *Le Nouvelliste*, 11 avril 1932.

-----, « Nos édiles veulent bannir les boeufs de la commune », dans *Le Nouvelliste*, 20 mai 1942, p. 3.

-----, « Trois-Rivières-Ouest », dans *Le Nouvelliste*, 15 mai 1945, p. 3.

-----, « La paroisse Ste-Marguerite.... », dans *Le Nouvelliste*, 25 août 1945, p. 10.

-----, « Les 25 ans de la paroisse Ste-Marguerite », dans *Le Nouvelliste*, 9 décembre 1950, p. 79-84.

-----, « Paroisse Ste-Marguerite », dans *Le Nouvelliste*, 20 février 1960, p. 22.

-----, « Industries et commerces », dans *Le Nouvelliste*, 18 août 1960, p. 1.

-----, « Trois-Rivières-Ouest et annexion », dans *Le Nouvelliste*, 8-9 novembre 1960, p. 3-4.

-----, « Statuts d Trois-Rivières-Ouest », dans *Le Nouvelliste*, 10 et 12 août 1963.

-----, « Industries et commerces », dans *Le Nouvelliste*, 20 février 1970, p. 21-60.

-----, « Trois-Rivières-Ouest Paroisse Jean XXIII », dans *Le Nouvelliste*, 5 janvier 1971, p. 3.

-----, « Trois-Rivières-Ouest. 10e anniversaire », dans *Le Nouvelliste*, 28 juillet 1973, p. 3.

-----, « Paroisse Jean XXIII », dans *Le Nouvelliste*, 21 décembre 1973, p. 25.

-----, « Regard sur Trois-Rivières-Ouest », dans *Le Nouvelliste*, 30 juin 1973, p. 33-116.

-----, « Industries et commerces », dans *Le Nouvelliste*, 11 février 1975, p. 1 à 28.

-----, « Paroisse Ste-Marguerite », dans *Le Nouvelliste*, 1 novembre 1975, p. 3, 21-22.

-----, « Parc industriel de Trois-Rivières », dans *Le Nouvelliste*, 3 août 1977, p. 3.

-----, « Caisse populaire Ste-Marguerite », dans *Le Nouvelliste*, 6 juin 1980, p. 3.

### **Référence :**

*Almanach des adresses de Trois-Rivières*, Trois-Rivières Cedeq, Université du Québec à Trois-Rivières, 1937-1964.

Polk's, *Annuaire de Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine*, Québec, R.L. Polk's and Co. publishers, 1940-1971.

Roy, Jean, Daniel Robert et Louise Verreault-Roy, *Les populations municipales et paroissiales de la Mauricie. Dossier statistique : 1850-1971*, Trois-rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, GRM ( cahier 3 ), février 1981, 236 p.

Roy, Verreault, Louise, *Répertoire cartographique de la Mauricie (1800-1950)*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, groupe de recherche sur la Mauricie, cahier 5, 1982, 246 p.

Statistiques du Canada, 1971 et 1981

Statistiques historique du Canada, 1965

Ville de Trois-Rivières, *Rôles d'évaluation*, Trois-Rivières, archives de la ville, 1940-1972.

### **Rapports et procès-verbaux :**

Rapports d'inspection de la Caisse populaire Ste-Marguerite de Trois-Rivières, 1938-1961.

Rapports mensuels de la Caisse populaire Ste-Marguerite de Trois-Rivières au 31 décembre 1957-1980.

Rapport du neuvième congrès des caisses populaires Desjardins, Montréal, 1965, 140 p.

Rapports annuels de la Caisse populaire Ste-Marguerite de Trois-Rivières, 1955-1980.

Procès-verbaux des assemblées générales de la Caisse populaire Ste-Marguerite de Trois-Rivières, 1938-1980.

Procès-verbaux du conseil d'administration de la Caisse populaire Ste-Marguerite de Trois-Rivières, 1938-1980.

Procès-verbaux de la commission de crédit de la Caisse populaire Ste-Marguerite de Trois-Rivières, 1938-1942, 1948-1980.

Procès-verbaux du conseil de surveillance de la de la Caisse populaire Ste-Marguerite de Trois-Rivières, 1939-1980.

**Cartes :**

Industries de Trois-Rivières-Ouest, carthotèque UQTR.

Évolution de l'utilisation du sol à Trois-Rivières-Ouest, carthotèque, UQTR, 1964.

Parc industriel de Trois-Rivières-Ouest, carthotèque, UQTR, 1982.

Ville de Trois-Rivières-Ouest, carthotèque, UQTR, 1971.

Agglomération de Trois-Rivières, carthotèque, UQTR, 1979.

## ANNEXE I

### Profil professionnel des dirigeants de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières

#### PETITS COMMERÇANTS ET ARTISAN

( 1967-1974 ) Épicier-boucher  
( 1964-1980 ) Commerçant  
( 1961-1980 ) Marchand vitrier  
( 1945-1964 ) Épicier-boucher  
( 1938-1948 ) Épicier-boucher  
( 1949-1965 ) Marchand de glace  
( 1952-1954 ) Épicier-restaurateur  
( 1960-1964 ) Chauffeur de camion ( artisan )  
( 1938 ) Menuisier ( artisan ) ( ? ) \*

#### PROFESSIONS LIBÉRALES ET CLERGÉ

( 1938-1972 ) Curé de la paroisse ( Président honoraire du C.A. caisse )  
( 1965-1971 ) Comptable agréé ( associé: Brosseau, Larochette inc. )  
( 1973-1980 ) Avocat ( indépendant )

#### PROFESSIONNELS SALARIÉS

( 1966-1974 ) Professeur ( Polyvalente De La Salle )  
( 1979-1980 ) Professeur ( École Christ-Roi )  
( 1972-1980 ) Professeur ( École Lavérendrye )  
( 1974-1980 ) Conseiller pédagogique ( Com. Scol. Vieilles Forges )  
( 1957-1964 ) Secrétaire/comptable ( SSJB Mauricie )

#### PERSONNEL D'ENCADREMENT

( 1971 ) Capitaine de police ( ville de Trois-Rivières )  
( 1972-1979 ) Gérant du personnel ( P.A. Gouin )  
( 1974-1980 ) Gérant du personnel ( Ackland Ltd. )  
( 1964-1974 ) Gérant/dirigeant ( Motors Express )  
( 1956 ) Gérant du personnel ( Dictaphone corp. )  
( 1949-1956 ) Gérant du personnel ( Caisse pop. Sainte-Marguerite )  
( 1965-1980 ) Directeur général ( SSJB Mauricie )  
( 1950 ) Inspecteur des postes ( Gouvernement fédéral )  
( 1957-1959 ) Gérant du personnel ( Caisse pop. Sainte-Marguerite )  
( 1975-1980 ) Directeur de polyvalente ( Polyvalente Sainte-Ursule )  
( 1959-1980 ) Gérant du personnel ( Caisse pop. Sainte-Marguerite )  
( 1961-1967 ) Secrétaire/administrateur ( Com. Scol. Vieilles Forges )  
( 1949-1956 ) Contremaître ( ? )  
( 1979-1980 ) Machiniste/surveillant ( Westinghouse )

**EMPLOYÉS**

( 1975-1980 ) Greffier	( ville de Trois-Rivières )
( 1958-1961 ) Magasinier	( C.I.P. )
( 1964-1975 ) Magasinier	( Westinghouse )
( 1938-1944 ) Commis	( Emmanuel Griffin )
( 1965-1974 ) Concierge	( Institut technologie T.Riv. , Cegep )
( 1938-1943 ) Facteur	( Gouvernement Fédéral )
( 1950-1964 ) Facteur	( Gouvernement Fédéral )
( 1938-1949 ) Facteur	( Gouvernement Fédéral )
( 1939-1940 ) Employé civique/fonctionnaire	( ? ) *

**OUVRIERS**

( 1948-1959 ) Journalier	( ? ) *
( 1944-1957 ) Journalier	( ? ) *
( 1955-1963 ) Journalier	( Domtar New Print )
( 1941-1943 ) Journalier/gardien	( ? ) *

**CULTIVATEURS**

( 1938-1947 ) Cultivateur
( 1938-1960 ) Cultivateur
( 1938-1963 ) Cultivateur
( 1938-1943 ) Cultivateur
( 1938-1965 ) Cultivateur
( 1938-1943 ) Cultivateur

**RENTIERS**

( 1972-1973 ) Rentier
( 1980 ) Rentier
( 1967-1970 ) Rentier
( 1976-1978 ) Rentier
( 1960-1971 ) Rentier
( 1965-1971 ) Rentier
( 1975-1979 ) Rentier
( 1965-1966 ) Rentier

**INDÉTERMINÉS**

( 1944-1959 )
( 1944-1949 )
( 1944-1964 )

\* indique incertitude du classement de cette personne par l'absence du nom de l'employeur

## ANNEXE II

### Durée des mandats des dirigeants de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1938-1959

Dirigeants de la caisse 1938-1959

Nom du dirigeant	Années de mandat	Début/mandat	Fin/mandat	Durée de mandat
Chanoine Chamberland *	1938-1959	03/08/1938	11/30/1959	22 ans
Morin, Jean-Baptiste	1938-1943	03/08/1938	11/30/1943	6 ans
Pratte, Zéphirin	1938-1943	03/08/1938	11/30/1943	6 ans
Proulx, Maurice	1938-1943	03/08/1938	11/30/1943	6 ans
Beaudry, Jean-Marie	1938-1947	03/08/1938	11/30/1947	10 ans
Plouffe, Charles-Édouard	1938-1950	03/08/1938	11/30/1950	13 ans
Lemay, Philippe	1938-1956	03/08/1938	11/30/1956	19 ans
Bolduc, Ernest	1938-1959	03/08/1938	11/30/1959	22 ans
Dugré, Conrad	1938-1959	03/08/1938	11/30/1959	22 ans
Ébacher, Dominique	1938-1959	03/08/1938	11/30/1959	22 ans
Leclerc, Alcide	1938-1959	03/08/1938	11/30/1959	22 ans
Proulx, Edmond	1938-1959	03/08/1938	11/30/1959	22 ans
Charbonneau, Armand	1944-1949	12/01/1944	11/30/1949	5 ans
Cossette, Charlemagne	1949-1956	12/01/1949	11/30/1956	7 ans
Martel, Théode	1944-1957	12/01/1944	11/30/1957	13 ans
Girard, Albert	1944-1959	12/01/1944	11/30/1959	15 ans
Lesieur, Moïse	1948-1959	12/01/1948	11/30/1959	11 ans
Milette, J.Héribert	1949-1959	12/01/1949	11/30/1959	10 ans
Morin, Jean-Baptiste	1950-1959	12/01/1950	11/30/1959	9 ans
Ricard, Amédée	1952-1959	12/01/1952	11/30/1959	7 ans
Meyers, Georges	1957-1959	12/01/1957	11/30/1959	2 ans
Poirier, André **	1957-1959	12/01/1957	11/30/1959	2 ans
Duchaîne, Fernand	1958-1959	12/01/1958	11/30/1959	1 an

Sources : Rapports d'inspecteur de la Fédération des caisses populaires Desjardins 1938-1959

\* Nommé comme président honoraire

\*\* Nommé d'office comme secrétaire-gérant

L'année financière de la caisse se termine le 30 novembre et débute le 1 décembre de chaque année

N.B. Les années sont placées en mois/jour/année



### ANNEXE III

#### Durée des mandats des dirigeants de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1959-1980

Nom du dirigeant	Années de mandat	Début/mandat	Fin/mandat	Durée de mandat
Chanoine Chamberland *	1959-1972	12/01/1959	11/30/1972	13 ans
Morin, Jean-Baptiste	1959-1964	12/01/1959	11/30/1964	5 ans
Bolduc, Ernest	1959-1960	12/01/1959	11/30/1960	1 an
Dugré, Conrad	1959-1963	12/01/1959	11/30/1963	4 ans
Ébacher, Dominique	1959-1971	12/01/1959	11/30/1971	12 ans
Leclerc, Alcide	1959-1979	12/01/1959	11/30/1979	20 ans
Proulx, Edmond	1959-1965	12/01/1959	11/30/1965	6 ans
Girard, Albert	1959-1971	12/01/1959	11/30/1971	12 ans
Lesieur, Moïse	1959-1966	12/01/1959	11/30/1966	7 ans
Milette, J.Héribert	1959-1965	12/01/1959	11/30/1965	6 ans
Morin, Jean-Baptiste	1959-1964	12/01/1959	11/30/1964	5 ans
Ricard, Amédée	1959-1963	12/01/1959	11/30/1963	4 ans
Meyers, Georges	1959-1980	12/01/1959	11/30/1980	21 ans
Duchaine, Fernand	1959-1970	12/01/1959	11/30/1970	11 ans
Vanasse, Guy **	1959-1980	12/01/1959	11/30/1980	21 ans
Gagnon, Roméo	1961-1980	12/01/1961	11/30/1980	19 ans
Dupont, Eugène	1964-1978	12/01/1964	11/30/1978	14 ans
Baril, Jean-Charles	1964-1980	12/01/1964	11/30/1980	16 ans
Champagne, Paul-Henri	1964-1980	12/01/1964	11/30/1980	16 ans
Brosseau, Yvon	1965-1971	12/01/1965	11/30/1971	6 ans
Vadeboncoeur, Jules	1966-1980	12/01/1966	11/30/1980	14 ans
Alarie, Léopold	1967-1973	12/01/1967	11/30/1973	6 ans
Adam, Lucien	1971-1973	12/01/1971	11/30/1973	2 ans
Boulard, René	1972-1980	12/01/1972	11/30/1980	8 ans
Plouffe, Émilien	1972-1980	12/01/1972	11/30/1980	8 ans
Huard, Robert	1973-1980	12/01/1973	11/30/1980	7 ans
Chamberland, Léo-Paul	1974-1980	12/01/1974	11/30/1980	6 ans
Lemire, Denis	1974-1980	12/01/1974	11/30/1980	6 ans
Desrosiers, René	1979-1980	12/01/1979	11/30/1980	1 an
Marchand, Maurice	1979-1980	12/01/1979	11/30/1980	1 an

Sources : Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1960-1980

\* Nommé comme président honoraire \*\* Nommé d'office comme secrétaire-gérant

L'année financière de la caisse se termine le 30 novembre et débute le 1 décembre de chaque année

N.B. Les années sont placées en mois/jour/année

## ANNEXE IV

### Durée des mandats des dirigeants de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1938-1980

Nom du dirigeant	Années de mandat	Début/mandat	Fin/mandat	Durée de mandat
Chanoine Chamberland *	1938-1972	03/08/1938	11/30/1972	29 ans
Morin, Jean-Baptiste	1938-1943	03/08/1938	11/30/1943	6 ans
Pratte, Zéphirin	1938-1943	03/08/1938	11/30/1943	6 ans
Proulx, Maurice	1938-1943	03/08/1938	11/30/1943	6 ans
Beaudry, Jean-Marie	1938-1947	03/08/1938	11/30/1947	10 ans
Plouffe, Charles-Édouard	1938-1950	03/08/1938	11/30/1950	13 ans
Lemay, Philippe	1938-1956	03/08/1938	11/30/1956	19 ans
Bolduc, Ernest	1938-1960	03/08/1938	11/30/1960	23 ans
Dugré, Conrad	1938-1963	03/08/1938	11/30/1963	26 ans
Ebacher, Dominique	1938-1971	03/08/1938	11/30/1971	34 ans
Leclerc, Alcide	1938-1979	03/08/1938	11/30/1979	42 ans
Proulx, Edmond	1938-1965	03/08/1938	11/30/1965	28 ans
Charbonneau, Armand	1944-1949	12/01/1944	11/30/1949	5 ans
Cossette, Charlemagne	1949-1956	12/01/1949	11/30/1956	7 ans
Martel, Théode	1944-1957	12/01/1944	11/30/1957	13 ans
Girard, Albert	1944-1971	12/01/1944	11/30/1971	27 ans
Lesieur, Moïse	1948-1960	12/01/1948	11/30/1960	18 ans
Milette, J. Héribert	1949-1965	12/01/1949	11/30/1965	16 ans
Morin, Jean-Baptiste	1950-1964	12/01/1950	11/30/1964	19 ans
Ricard, Amédée	1952-1963	12/01/1952	11/30/1963	11 ans
Meyers, Georges	1957-1980	12/01/1957	11/30/1980	23 ans
Poirier, André **	1957-1959	12/01/1957	11/30/1959	2 ans
Duchaine, Fernand	1958-1970	12/01/1958	11/30/1970	12 ans
Vanasse, Guy **	1959-1980	12/01/1959	11/30/1980	21 ans
Gagnon, Roméo	1961-1980	12/01/1961	11/30/1980	19 ans
Dupont, Eugène	1964-1978	12/01/1964	11/30/1978	14 ans
Baril, Jean-Charles	1964-1980	12/01/1964	11/30/1980	16 ans
Champagne, Paul-Henri	1964-1980	12/01/1964	11/30/1980	16 ans
Brosseau, Yvon	1965-1971	12/01/1965	11/30/1971	6 ans
Vadeboncoeur, Jules	1966-1980	12/01/1966	11/30/1980	14 ans
Alarie, Léopold	1967-1973	12/01/1967	11/30/1973	6 ans
Adam, Lucien	1971-1973	12/01/1971	11/30/1973	2 ans
Boulard, René	1972-1980	12/01/1972	11/30/1980	8 ans
Plouffe, Émilien	1972-1980	12/01/1972	11/30/1980	8 ans
Huard, Robert	1973-1980	12/01/1973	11/30/1980	7 ans
Chamberland, Léo-Paul	1974-1980	12/01/1974	11/30/1980	6 ans
Lemire, Denis	1974-1980	12/01/1974	11/30/1980	6 ans
Desrosiers, René	1979-1980	12/01/1979	11/30/1980	1 an
Marchand, Maurice	1979-1980	12/01/1979	11/30/1980	1 an

Sources : Rapports d'inspecteur de la Fédération des caisses populaires Desjardins 1938-1959,  
Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1960-1980,  
\* Nommé comme président honoraire  
\*\* Nommé d'office comme secrétaire-gérant  
L'année financière de la caisse se termine le 30 novembre et débute le 1 décembre de chaque année

## ANNEXE V

### Mandats des dirigeants aux trois comités de représentation de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1938-1959

Professions	Nbre individus	Mandats	% Arrondis	Durée moyenne en année
Petits commerçants et artisans	5	37	14%	7 ans
Clergé	1	21	8%	21 ans
Professions libérales	0	0	0%	0 an
Professionnels salariés	1	2	1%	1 an
Personnel d'encadrement	5	18	7%	4 ans
Employés	6	33	13%	5,5 ans
Ouvriers	4	30	12%	7,5 ans
Cultivateurs	6	82	32%	14 ans
Rentiers	0	0	0%	0 an
Indéterminés	3	35	14%	11,5 ans
<b>Total:</b>	<b>31*</b>	<b>258</b>	<b>101%</b>	

Sources: Procès-verbal assemblée générale de fondation de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Cortone , Rapports d'inspections de l'union régionale des caisses populaires Desjardins

\* Le nombre inscrit pour chaque catégorie peut comprendre un même individu plus d'une fois ( 23 individus ont exercé 31 professions )

## ANNEXE VI

### Mandats des dirigeants aux trois comités de représentation de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1960-1980

Professions	Nbre individus *	Mandats	% Arrondis	Durée moyenne en année
Petits commerçants/artisans	6	55	22%	9 ans
Clergé	1	12	5%	12 ans
Professions libérales	2	13	5%	8 ans
Professionnels salariés	5	27	11%	5 ans
Personnel d'encadrement	9	72	28%	8 ans
Employés	5	30	12%	6 ans
Ouvriers	1	3	1%	3 ans
Cultivateurs	3	9	3%	3 ans
Rentiers	8	28	11%	3,5 ans
Indéterminés	1	4	2%	4 ans
<b>Total:</b>	<b>41</b>	<b>253</b>	<b>100%</b>	

Sources: Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Cortone 1960 à 1980

\* Le nombre inscrit pour chaque catégorie peut comprendre un même individu plus d'une fois ( 29 individus ont exercé 41 professions )

## ANNEXE VII

### Répartition des revenus et dépenses de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1940-1960

#### Répartition du montants retournés aux sociétaires

Année	1940	1945	1950	1955	1959
Intérêts sur les dépôts des membres	(64,25\$) 83%	(2 054,83\$) 97%	(3 952,02\$) 96%	(9 277,21\$) 73%	(16 573,62\$) 66%
Assurance-vie épargnes/prêts et autres	—	—	—	(2 042,54\$) 16%	(6 414,38\$) 26%
Bonis sur capital social	(13,45\$) 17%	(65,44\$) 3%	(182,65\$) 4%	(1 328,88\$) 11%	(2 017,78\$) 8%
Ristournes au % des intérêts payés sur les épargnes avec opération	—	—	—	—	—
Ristourne au % sur les intérêts perçus sur les reconnaissances de dettes	—	—	—	—	—

Sources: Rapports d'inspection de l'Union des caisses populaires Desjardins  
Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1940-1959

À partir de 1955, l'assurance-vie sur l'épargne et les prêts fait son apparition et hausse le taux retourné aux membres épargnants et emprunteurs, tout en baissant celui consacré aux dépôts des membres.

#### Répartition du montant qui reste à la caisse

Année	1940	1945	1950	1955	1959
Salaires et frais de fonctionnement	(103,51\$) 63%	(1 936,311\$) 80%	(4 518,88\$) 82%	(10 030,81\$) 80%	(17 712,39\$) 76%
Dépréciation inventaire/immeuble	(12,75\$) 8%	(45,00\$) 2%	(218,11\$) 4%	(656,03\$) 5%	(1 487,17\$) 6%
Fonds réserves/prévoyance	(48,80\$) 29%	(425,27\$) 18%	(766,97\$) 14%	(1 795,40\$) 15%	(4 100,00\$) 18%

Sources: Rapports d'inspection de l'Union des caisses populaires Desjardins  
Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1940-1960

Le montant qui demeure à la caisse est réparti sur trois postes. Sur l'ensemble de la première période, une bonne partie des revenus est consacrée aux salaires et aux frais de fonctionnement. Soulignons que les montants attribués en salaires vont apparaître en 1945 avec l'engagement d'une caissière, le gérant sera rémunéré professionnellement à partir de 1949. Auparavant, il reçoit des sommes sous forme de frais de représentation et de bonis. Les pourcentages attribués aux Fonds de réserves et de prévoyance occupent le second rang en importance. Enfin, les montants consacrés à la dépréciation de l'inventaire et, à partir de 1955, de l'immeuble occupent moins de 20% des sommes alloués dans le partage des frais de la caisse.

## ANNEXE VIII

### Répartition des revenus et dépenses de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1960-1980

#### Répartition des montants qui restent à la caisse

Année	1963	1968	1972	1977	1980*
Salaires et frais de fonctionnement	(28 564.21\$) 67%	(49 856.43\$) 51%	—	—	—
Salaires et bien-être du personnel	—	—	(66 576\$) 42%	(235 636\$) 50%	(356 602\$) 50%
Frais de fonctionnement	—	—	(43 714\$) 27%	(96 936\$) 20%	(74 932\$) 11%
Dépréciation inventaire/immeuble/ équipement/entretien	(2 884.66\$) 7%	(16 190.11\$) 17%	(23 266\$) 15%	(35 620\$) 8%	(45 766\$) 6%
Fonds réserves/prévoyance	(11 000\$) 26%	(25 000\$) 26%	(11 883\$) 7%	(50 446\$) 11%	(109 426\$) 15%
Contribution à l'Union régionale	—	(6 298.12\$) 6%	(14 229\$) 9%	(34 594\$) 7%	(46 511\$) 7%
Impôt	—	—	—	(17 550\$) 4%	(44 721\$) 6%
Emprunt à la Fédération	—	—	—	—	(31 694\$) 4%

Sources : Rapports d'inspection de l'Union des caisses populaires Desjardins  
Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite, Trois-Rivières 1963-1968-1972-1977-1980

#### Répartition des montants retournés aux sociétaires

Année	1963	1968	1972	1977	1980
Intérêts sur dépôts des membres	(28 188.94\$) 70%	(76 944.87\$) 65%	(191 673\$) 62%	(726 440\$) 82%	(1 424 106\$) 91%
Assurance-vie épargnes/prêts/autres	(4 666.24\$) 12%	(17 494.01\$) 15%	(30 485\$) 10%	(107 427\$) 12%	(128 864\$) 8%
Bonis capital social	(7 309.80\$) 18%	(23 153.12\$) 20%	(20 300\$) 6%	(Voir note en bas du tableau)	(8 430\$) 1%
Ristournes aux membres (non-détaillé)	—	—	(67 245\$) 22%	—	—
Ristournes % intérêts payés sur les épargnes avec opération	—	—	—	(25 960\$) 3%	—
Ristourne % intérêts sur hypothèque	—	—	—	(24 280\$) 3%	—

Sources : Rapports d'inspection de l'Union des caisses populaires Desjardins  
Rapports annuels de la Caisse populaire Sainte-Marguerite de Trois-Rivières 1963 - 1968 - 1972 - 1977 - 1980

\* Le montant est inclut dans les intérêts sur dépôts des membres